



2000/2020



20 **ANS**
*d'efforts
collectifs*





Publication élaborée par le Forum international des Femmes autochtones (FIMI).

Coordination générale :

María Teresa Zapeta Mendoza
Directrice générale du FIMI

Coordination du contenu :

Josée Daris, Maria Manuela Sequeira, Isabel Flota

Édition :

Balkisou Buba
Carolina Santos Segundo
Binalakshmi Nepram
Clara Roig

Édition :

Leila Gerreiro

Coordination de production

Isabel Flota

Crédits photo :

Traduction en espagnol, en anglais et en français :

Pilar Islas Esquivel, Jeremie Yared, Alicia Salhi.

Conception éditoriale et impression :

Agence ROC
Tous droits réservés
© Foro Internacional de Mujeres Indígenas FIMI, 2021

Le contenu de cette publication peut être reproduit sans autorisation préalable, mais uniquement lorsque le Forum international des Femmes autochtones est mentionné comme auteur du contenu et uniquement à des fins non commerciales.

Le FIMI est responsable du contenu et des commentaires de cette publication et a obtenu le consentement préalable des personnes et des communautés impliquées dans ce document.

Tout commentaire concernant cette publication peut être envoyé au Forum international des Femmes autochtones (FIMI) : info@iiwf.org

Adresse : Av. Horacio Urteaga 534-203, Jesús María (Lima 11), Pérou.

PRÉSENTATION

Nous ne nous arrêtons jamais. Nous allons d'un endroit à l'autre le sourire aux lèvres, nos jupes colorées dansant avec le vent. Avec nos cheveux aux couleurs et aux coiffures diverses, véritables miroirs de nos âmes indomptables, nous n'avons de cesse de donner, de nous battre, d'aimer et de créer. Nous sommes femmes, avec grand honneur. Nous nous laissons guider par notre intuition et notre sagesse. Nous sommes courageuses, maternelles et aimantes.

Très souvent, être autochtone signifie qu'on nous observe à travers le filtre de préjugés. Pour nous-mêmes et pour les autres, nous sommes les gardiennes et protectrices des savoirs ancestraux et de la Terre Mère, représentantes de nos cultures et de nos peuples. Nous sommes considérées comme « pauvres » et subissons des violences depuis des temps immémoriaux. Face à ceux qui ont voulu nous couper les ailes, nous nous sommes protégées avec le miel des chants anciens, avec la parole de nos ancêtres qui nous rappellent de ne pas baisser les bras.

Sous notre peau aux couleurs variées, à l'image de chaque continent, se trouvent un cœur vibrant et des os qui connaissent trop bien la douleur et l'indifférence. C'est pourquoi nous défendons notre identité, notre langue, nos coutumes, nos croyances et notre mode de vie. Nous sommes indomptables, rebelles. Nous connaissons la médecine, car nous observons et écoutons depuis notre plus jeune âge l'eau, la terre, le feu et le vent. Lors des calmes après-midi qui précèdent les tempêtes, nous entonnons des chansons. Notre existence est remplie de sens, car elle est unie à celle des générations passées et futures. Nous savons écouter et crier, chanter et nous taire, parler et danser, jusqu'à devenir des fleuves d'énergie et d'espoir. Nous sommes un feu immense qui avance.

Nous sommes toutes reliées, car ensemble nous sommes plus fortes. Parce que ce qui arrive à l'une arrive à toutes. Nous sommes un seul et unique cœur d'où fleurissent des propositions de paix contre les violences.

Nous sommes 476 millions de personnes autochtones habitant plus de 90 pays. Nous représentons 6 % de la population mondiale. Selon la Banque mondiale, nous représentons environ 15 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, en 1995, alors que nous avons approuvé la Déclaration de Beijing sur les Femmes autochtones, nous avons jeté les bases de nos revendications en tant qu'autochtones et en tant que femmes.

Les fondatrices du Forum international des Femmes autochtones, les réseaux régionaux, les organisations et les femmes leaders sont le reflet d'un éveil collectif qui a contribué à la consolidation du FIMI en tant que mécanisme mondial de référence, promouvant le leadership et les droits individuels et collectifs des Femmes autochtones, des communautés locales au monde entier.

Depuis 20 ans, le FIMI sert de pont pour mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour la mise en œuvre d'initiatives menées par et pour les Femmes autochtones à tous les niveaux. Nous avons passé deux décennies à travailler avec des approches holistiques, les intersectionnalités, le principe d'autodétermination, l'autonomisation, la participation active, l'indivisibilité, la dimension collective, la créativité et le développement personnel.

Pour célébrer notre anniversaire, nous avons conçu ce livre qui raconte, pour la première fois, l'histoire de la formation du FIMI, allant de 1995 à 2020. Nous y présentons également 13 histoires de vie de femmes leaders qui travaillent de manière collective et qui sont passées par les programmes de renforcement du leadership du Forum. Parmi elles se trouvent Shapla du

Bangladesh; Judy de Papouasie-Guinée; Stephanie Big Crow d'Amérique du Nord; Belén Itahí du Mexique; ou encore Alice du Kenya. Chacune fait face à différents défis dans son travail pour préserver le Bien-Vivre au sein leurs communautés.

FIMI, 20 ans de construction collective démontre comment les Femmes autochtones ont progressé dans l'exercice de leurs droits individuels et collectifs; dans la revendication de leur identité; dans la culture de leur spiritualité; dans le respect et la préservation de leurs langues; et dans la défense de la terre et du territoire.

Ce livre décrit des avenues de changement pour les 238,4 millions de Femmes autochtones de la planète, représentant 6,2 % de la population féminine mondiale, à partir de leurs propres communautés, présentant les Femmes autochtones comme agents de changement pouvant décider de leur propre destin.

Après avoir rêvé et progressé ensemble pendant plus de 20 ans, rien ne me rend plus heureuse que de pouvoir présenter ce livre afin que nos filles et jeunes femmes autochtones puissent prendre le relais de cette construction collective pour une vie sans violence.

Tarcila Rivera Zea

Presidenta del Foro Internacional de Mujeres Indígenas

INTRODUCTION



Les Femmes autochtones tracent leur propre voie

Ce livre se veut un hommage à celles qui ont ouvert la voie et, en même temps, l'idée que le travail collectif nous rend plus fortes pour construire un monde où les Filles, les Jeunes Femmes et les Femmes autochtones peuvent réaliser leurs rêves, vivre sur un pied d'égalité avec les autres, et mettre fin à tous les types de violences.

L'histoire de la lutte pour nos droits individuels et collectifs n'est pas récente. Elle a été façonnée par chaque femme ayant mené cette lutte avant nous. Les femmes des communautés urbaines, semi-urbaines et rurales. Des femmes dans leurs cuisines, par transmission orale, à l'école, au travail, ou dans les espaces de prise de décisions. Nous avons façonné un mouvement qui va de pair avec le mouvement des Peuples autochtones,

avec une approche centrée sur les droits de la personne à travers notre propre cosmovision (c.-à-d. notre façon particulière de voir le monde).

Micaela Bastidas (1744-781); Bartolina Sisa, Aymara de Bolivie (1750-1782); Zitkála-Sá, Lakota d'Amérique du Nord (1876-1936); Gladys Elphick (1904-1988), descendante des communautés Kurna et Ngadjuri d'Australie; Njinga Mbandi (1583-1663), du peuple Mbundu, dans le sud-ouest de l'Afrique; Petra Macliing (1934-2018), Bontoc des Philippines; et bien d'autres encore, font partie de notre héritage, cette histoire que nous allons raconter en partant des années 1990.

À cette époque, les régions de l'Afrique, de l'Arctique, de l'Asie, du Pacifique, de l'Amérique du Nord, et de l'Amérique latine et des Caraïbes connaissaient beaucoup d'instabilité sociale en raison de conflits armés et de crises économiques. Même dans ce contexte peu réjouissant, l'activisme autochtone s'est maintenu. Pour citer quelques guerres et conflits économiques: en Asie, la Chine a récupéré la colonie britannique de Hong Kong en 1997 et la colonie portugaise de Macao en 1999; en Afrique avait lieu la deuxième guerre du Congo, et en 1994 le génocide rwandais commençait; en 1992, la Somalie traversait une guerre civile; au Pérou, le Sentier lumineux, un groupe armé, était toujours actif, et Alberto Fujimori était réélu; au Guatemala, la guerre civile qui faisait ravage depuis 1960 a pris fin en 1996.

L'économie mondiale traversait une crise qui exacerbait l'exclusion des Peuples autochtones et affectait leur qualité de vie. C'est ainsi qu'au tout début des années 1990, le mouvement des Peuples autochtones s'est affairé à consolider la reconnaissance de leurs droits au niveau international, en promouvant la création de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Cette initiative est née lors de la Conférence

mondiale sur les droits de l'homme, qui a eu lieu à Vienne en 1993⁴⁴, et est officiellement devenue une réalité en 2000.

En 1992, le mouvement des Peuples autochtones s'est organisé contre le colonialisme, tandis que le reste du monde célébrait ses 500 ans d'invasion.

Malgré les efforts mentionnés ci-dessus, les Femmes autochtones vivaient à cette époque dans un monde dominé par des sociétés multinationales qui incitaient les gouvernements à légiférer et à mettre en œuvre des programmes de « développement » qui détruisaient nos terres, notre culture et nos modes de vie.

C'est précisément en 1995 que les Femmes autochtones ont participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Cela marqua une étape importante pour la coordination du Mouvement des Femmes autochtones ainsi que pour le Forum international des Femmes autochtones (FIMI). C'est à Beijing que nous avons réussi à établir une plateforme politique au niveau international et à atteindre un consensus pour formuler une Déclaration critiquant le système néolibéral.

Vingt ans plus tard, le FIMI est une plateforme internationale bien établie qui rassemble des femmes des sept régions socioculturelles du monde à travers ses quatre programmes stratégiques : Participation politique et plaidoyer, École internationale de leadership des Femmes autochtones, Recherche et enjeux d'importance, et Fonds des Femmes autochtones AYNI. De plus, nous avons adopté une approche intersectionnelle pour travailler sur les violences, l'indivisibilité des droits individuels et collectifs, ainsi que sur la revalorisation des modes de guérison et savoirs ancestraux.

44. Processus historique aux Nations Unies : <https://www.docip.org/fr/histoire-orale-et-memoire/processus-historique/>

Rien de tout cela n'a été facile, car il a fallu surmonter des obstacles très difficiles, comme les inégalités de genre, la discrimination, la montée des violences, la militarisation des territoires autochtones, la criminalisation des militant-e-s et les défis environnementaux. Il y a des difficultés de toutes sortes, allant des conditions géographiques où vivent les Femmes autochtones, jusqu'au manque de ressources financières et techniques.

La devise du FIMI a toujours été la suivante : « Tout ce qui nous concerne doit être mené avec nous ». Ainsi, à travers diverses histoires de changement narrées par leurs protagonistes, ce livre cherche à donner un aperçu des contributions du FIMI au Mouvement des Femmes et des Peuples autochtones.

C'est un bon moment de notre parcours pour faire une pause. Pour observer avec amour et respect le cycle des semences, pour déterminer s'il faut remuer le sol pour lui permettre de respirer, ou encore le fertiliser, le laisser en jachère, le remuer, ou conserver les graines; pour lire les eaux et les vents et, ensemble, continuer à bâtir un monde plus juste, plus équitable, plus égalitaire et plus respectueux pour les Peuples autochtones.

Le parcours du Forum international des Femmes autochtones

« Nous, les filles de la Terre-Mère, les Femmes autochtones [...],



nous sommes réunies pour décider collectivement de ce que nous pouvons faire pour contribuer à créer un monde dans lequel nous aimerions que nos enfants et les enfants de nos enfants vivent ».

~ Déclaration de Beijing des Femmes autochtones, le 7 septembre 1995

Pendant des centaines d'années, les Femmes autochtones ont joué un rôle important comme protagonistes du changement au sein de nos communautés, toujours en quête de paix et de justice et à la défense de nos droits individuels et collectifs. Petit à petit, nous avons étendu notre

influence aux niveaux national et international, devenant des actrices clés dans la lutte des Peuples autochtones.

Nous avons commencé à élever nos préoccupations spécifiques en tant que femmes au sein du Mouvement des Peuples autochtones. Dans le cadre de cet effort collectif, nous avons trouvé les espaces politiques internationaux à influencer, ce qui nous a permis de faire entendre notre voix du niveau local au niveau international afin d'assurer le bien-être de nos peuples dans un esprit de dignité, d'égalité et de liberté.

En 1982, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a mis sur pied le Groupe de travail sur les populations autochtones, un organe subsidiaire de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de la personne, à Genève, en Suisse. Dans ce groupe de travail, et pour la première fois sur la scène internationale, nous nous sommes engagées en politique. Nous avons partagé nos expériences et soulevé nos préoccupations et nos idées.

En parallèle, comme Femmes autochtones, nous avons organisé nos propres conférences et réunions, dont la première Conférence des Femmes autochtones en Australie en 1989, la Conférence internationale des Femmes autochtones à Karasjok, en Norvège, en 1990, et la Conférence internationale des Femmes autochtones à Aotearoa, Nouvelle-Zélande, en 1993 (Dahl, 2009)⁴⁵.

La Déclaration de Beijing des Femmes autochtones de 1995 résume nos pensées et nos aspirations :

Nous, les filles de la Terre-Mère, les Femmes autochtones présentes au Forum des ONG de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing, nous sommes réunies pour décider collectivement

45. Étude mondiale sur la situation des Femmes et des Filles autochtones dans le cadre du 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (DPAB), FIMI 2020 : <https://fimi-iiwf.org/etude-mondiale-sur-la-situation-des-femmes-et-des-filles-autochtones/?lang=fr>

de ce que nous pouvons faire pour contribuer à créer un monde dans lequel nous aimerions que nos enfants et les enfants de nos enfants vivent. Nous reconnaissons et prenons comme base les déclarations issues de réunions et de conférences antérieures, comme la Déclaration de la Deuxième Conférence internationale des Femmes autochtones de 1990, la Déclaration de Kari-Oca de 1992, et celles de diverses autres conférences régionales de Femmes autochtones, ainsi que des consultations et conférences préparatoires organisées en vue de cette Conférence de Beijing [...] Nous nous unissons derrière cette « Déclaration de Beijing des Femmes autochtones de 1995 », qui est le fruit de nos efforts collectifs pour comprendre le monde et notre situation en tant que Femmes autochtones, formuler une critique au projet de Plateforme d'action et présenter nos demandes à la communauté internationale, aux gouvernements et aux ONG⁴⁶.

Beijing, 1995 : Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, l'origine d'une idée

C'est lors de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, que s'est manifesté le besoin de créer le Forum international des Femmes autochtones. Pour les Femmes autochtones du monde entier qui s'étaient réunies pour échanger des idées et formuler des recommandations, le besoin de coordonner cette grande diversité à l'échelle internationale est devenu évident⁴⁷. Lucy Mullenkei, fondatrice et vice-présidente du FIMI, se rappelle les grands défis rencontrés par les Femmes autochtones participant à la conférence : « nos voix n'étaient pas entendues à ce moment-là, et nous étions marginalisées ». Les Femmes autochtones représentaient seulement 1% du nombre total de délégué-e-s de la société civile. Les Femmes autochtones n'étaient pas présentes à toutes les tables de dialogue et de négociation. Par conséquent, leurs propositions n'ont pas été incluses.

46. Déclaration de Beijing des Femmes autochtones, 1995

47. <https://internationalfund.org/member-highlight-international-indigenous-womens-forum/>

Le Forum international des Femmes autochtones (FIMI) s'inscrit dans une décennie d'effort international dynamique pour la défense des droits des femmes. La Dre Elsa Stamatopoulou, directrice du programme d'études autochtones à l'Université Columbia, déclare : « Les années 90 représentent le moment où le mouvement des droits des femmes est devenu un enjeu d'envergure. Comme l'affirme la Déclaration de Vienne de 1993, *les droits des femmes sont aussi des droits de la personne*. Le mouvement des Femmes autochtones a commencé à prendre de la force dans les années 1970, et était déjà fort lorsqu'il est arrivé à Beijing⁴⁸. »

Mais si le FIMI était né en idée, il faudrait attendre encore quatre ans avant qu'il ne devienne réalité.

Lima, 1999 : D'une idée à la réalisation d'un rêve collectif

Pour qu'une graine puisse germer, il faut combiner l'énergie du feu, du vent, de l'eau et de la terre de telle manière que la volonté et le cœur des gens contribuent à un rêve collectif, comme l'est le Forum international des Femmes autochtones.



Tarcila Rivera Zea,⁴⁹ femme quechua du Pérou, fondatrice et présidente du FIMI, se rappelle avoir observé dès son plus jeune âge que les processus des Peuples autochtones étaient dominés par les hommes. Cela l'a amenée

48. Professeure Elsa Stamatopoulou, entretien téléphonique mené par Binalakshmi Nepram le 13 avril 2020.

49. Entretien avec Tarcila Rivera Zea mené par Binalakshmi Nepram via Zoom le 24 avril 2020

à « percer » l'écart entre les sexes au sein du mouvement. Elle souligne d'ailleurs qu'un des moments importants pour la création du FIMI a été la rencontre intitulée « Les Femmes autochtones face au nouveau millénaire : un groupe de travail international », qui s'est tenue du 24 novembre au 2 décembre 1999 à Lima, au Pérou.

Cette rencontre a insufflé plus de force et de vie à notre rêve collectif d'une plateforme mondiale appelée le Forum international des Femmes autochtones (FIMI). Des Femmes autochtones de divers pays du monde ont participé : Kenya, Algérie, Norvège, Philippines, Canada, États-Unis, Costa Rica, Mexique, Panama, Bolivie, Équateur, Nicaragua et Pérou. Le groupe s'est principalement affairé à échanger des informations stratégiques sur les initiatives internationales en cours, comme les projets de Déclarations sur les droits des Peuples autochtones de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA); les bilans des Conférences et Programmes d'action internationaux des Nations Unies du Caire+5 et de Beijing+5, qui auraient lieu en 1999 et 2000, respectivement; et la création de l'Instance permanente et de la Conférence mondiale sur le racisme en 2001⁵⁰.

Pour la séance spéciale des Nations Unies sur Beijing+5, nos sœurs autochtones ont convenu d'organiser à New York un conclave antérieur avec la participation de 100 femmes pour recevoir une formation sur le fonctionnement de l'ONU et sur la manière de participer activement à l'Assemblée. Un Comité directeur international de Femmes autochtones a été formé : Bernice See, Réseau des Femmes autochtones asiatiques; Lucy Mulenkei, Organisation des Femmes autochtones africaines; Jorun Eikjok, Réseau des Femmes autochtones de l'Arctique; Dre Larissa Behrendt, Pacifique Sud; Esther Camac, Réseau continental des Femmes autochtones; Fay Blaney, *Aboriginal Women's Action Network* et Comité national d'action sur le statut de la femme; et Lea Nicholas-MacKenzie, Assemblée des Premières Nations.

50. « Indigenous Women Create New International Organization », Lea Nicholas-MacKenzie, *Indigenous Affairs*, No.3 Juillet - Août - Septembre - 2000

Lea Nicholas Mackenzie a coordonné le processus en vue de Beijing+5, un espace féministe. Lea se rappelle que de nombreuses lettres avaient été envoyées à des donateurs pour demander des fonds. La première offre d'assistance financière est venue de Phil Fontaine, de l'Assemblée des Premières Nations du Canada⁵¹.

À ce stade, nous avons pu nous mettre d'accord sur la création d'un logo représentant notre unité et diversité internationale. Depuis ce jour et encore aujourd'hui, ce logo identifie le FIMI. Il a été conçu par l'artiste Johanna Lazore, membre de la nation mohawk d'Akwesasne, au Canada. Il montre deux Femmes autochtones tenant l'univers. Elles représentent la dualité, les forces du Bien et du Mal qui font partie de tout et qui contrôlent les actions de l'humanité. Le bord intérieur du cercle est un symbole que l'on peut retrouver sur le bas des jupes des femmes iroquoises du Canada. À l'intérieur du dessin, une bande sombre représente des arbres, symbole de vie et de paix parmi les différentes cultures du monde. La couleur bleue au centre évoque un ciel dégagé avec les sept étoiles représentant les régions socioculturelles de la planète, les sept feux des ancêtres qui nous observent depuis sept générations. Au centre de l'univers se trouve Grand-Mère Lune. Elle contrôle les marées des océans et décide de l'arrivée de toute nouvelle vie.

C'est ainsi qu'à New York en 2000, dans le cadre de Beijing+5, nous avons organisé le Caucus des Femmes autochtones. Plusieurs grandes leaders ont participé : Mary Jane Jim (Première Nation Aishihik, Canada), Rose Cunningham (Miskitu, Nicaragua), l'aînée Lorraine Canoe (Mohawk, États-Unis), Dre Larissa Behrendt (Kamillaroï, Australie), Lea Nicholas-MacKenzie (Première Nation Maliseet, Canada), Susana Fried (Fonds de développement des Nations unies pour la femme), Carol Kalafatic (*International Indian Treaty Council*), Victoria Tauli Corpuz (Igorot, Philippines),

51. « Indigenous Women Create New International Organization », Lea Nicholas-MacKenzie, *Indigenous Affairs*, No.3 Juillet - Août - Septembre - 2000

Tarcila Rivera Zea (Quechua, Pérou), Lucy Mullenkei (Maasai, Kenya), Monica Aleman (Miskitu, Nicaragua), et d'autres encore.

Au cours de cette assemblée, nous avons discuté des principales questions de plaidoyer pour le bilan de Beijing+5. Nous avons également soulevé des propositions en lien direct avec le renforcement de notre réseau international. Nous avons convenu que le Forum international des Femmes autochtones resterait comme une organisation où échanger des informations, puis les membres du comité directeur ont été nommées : Lucy Mullenkei (Afrique), Bernice See (Asie), Marion Hansen (Pacifique Sud), Lea Nicholas-MacKenzie (Coordinatrice/Amérique du Nord), Fay Blaney (Amérique du Nord), Tarcila Rivera Zea (Amérique latine), Jorunn Eikjok (Europe/Arctique).

Le comité directeur a lancé ses activités en s'entendant sur la direction à suivre. Selon Tarcila Rivera Zea, cette période représente le sillon où la mission du FIMI a été semée : « rassembler les leaders et les militantes autochtones du monde entier pour convenir de programmes d'action, pour formuler des objectifs, et pour renforcer nos compétences et notre leadership dans le contexte des processus décisionnels internationaux sur les droits de la personne »⁵².

Nous nous sommes également entendus sur des espaces stratégiques de participation, comme la Marche mondiale des Femmes en 2000, et la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée en 2001. L'une des stratégies que nous avons convenu de suivre était celle de partager des informations avec autant de Femmes autochtones que possible⁵³.

52. Entretien par courriel avec Tarcila Rivera Zea mené par le FIMI le 9 janvier 2019.

53. « Indigenous Women Create New International Organization », Lea Nicholas-MacKenzie, *Indigenous Affairs*, No.3 Juillet - Août - Septembre - 2000

New York, 2000 : la voix des Femmes autochtones du monde entier à Beijing+5.

Grâce à notre unité et à notre force organisationnelle au niveau international, nos efforts de plaidoyer ont porté leurs fruits et les Femmes autochtones ont été mentionnées dans six paragraphes du document « Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing » de la séance extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies :



100 e. S'attaquer aux obstacles que rencontrent les femmes, en particulier les femmes autochtones et autres femmes marginalisées, dans l'accès et la participation à la politique et à la prise de décisions, notamment l'absence de formation, la double charge de travail rémunéré et non rémunéré, les comportements sociaux et stéréotypes négatifs;

103 g. Prendre des mesures concrètes, en priorité, et avec leur pleine participation volontaire, pour remédier à l'incidence de la violence sur les femmes autochtones, en vue de mettre en place des programmes et des services appropriés et efficaces pour éliminer toutes les formes de violence;

106 a. Envisager, selon que de besoin, d'intégrer dans le droit national des dispositions conformes à la Convention sur la diversité biologique¹² et tendant à protéger le savoir, les innovations et les pratiques des femmes autochtones et des communautés locales en matière de médecine traditionnelle, de diversité biologique et de techniques locales;

126 d. bis. Entreprendre la collecte de données appropriées ainsi que des recherches sur les femmes autochtones, avec la participation des intéressées, afin d'encourager des politiques, programmes et services accessibles et appropriés sur le plan culturel et linguistique;

128 h. Avec la pleine participation volontaire des femmes autochtones, élaborer et mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de formation qui respectent leur histoire, leur culture, leur spiritualité, leurs langues et leurs aspirations, et qui leur assurent l'accès à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et extrascolaire, notamment à l'enseignement supérieur;



129 d. Appliquer et appuyer des mesures correctives afin de donner à toutes les femmes, en particulier aux femmes autochtones, des chances égales d'accès aux programmes de renforcement des capacités et de formation et de favoriser leur participation au processus de prise des décisions dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Les stratégies menées par le Comité directeur international des Femmes autochtones en vue de Beijing+5 comprenaient des réunions

quotidiennes et l'élaboration d'un énoncé de position suivant la Déclaration de Beijing des Femmes autochtones de 1995 et réaffirmant le droit à l'autodétermination des Peuples autochtones, leur relation à la terre et au territoire, et l'équilibre requis pour assurer le bien-être des Peuples autochtones.

Lucy Mullenkei, fondatrice et vice-présidente du FIMI⁵⁴, estime que les Femmes autochtones ont trouvé à Beijing+5 un point de pivot; et que leur participation aux Conférences internationales précédentes avait été d'une importance fondamentale. Cette étape a marqué le début des grands travaux sur le mandat, les stratégies et les principes du FIMI.

New York, 2005 : Le FIMI avance à grands pas vers Beijing+10

La présence du FIMI a été remarquée en 2005, tandis qu'était adoptée, pour la toute première fois dans l'histoire de la Commission de la condition de la femme (CSW), une résolution spécifique sur les Femmes autochtones: « Les femmes autochtones au-delà de l'examen décennal de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing »⁵⁵.

D'après la Dre Elsa Stamatoupolou, c'est à partir de cette année que les Femmes autochtones ont commencé à participer activement en tant qu'actrices clés à chaque séance de la CSW. Le FIMI est donc progressivement devenu un mécanisme international de coordination, présentant des propositions et concevant des stratégies de plaidoyer, et se présentant toujours comme une organisation aux pensées et aux idées claires⁵⁶.

54. Entretien avec Lucy Mullenkei mené par Binalakshmi Nepram via Zoom le 16 avril 2020.

55. E/CN.6/2005/11

56. Elsa Stamatoupolou, entretien téléphonique mené par Binalakshmi Nepram le 13 avril 2020.

Tarcila Rivera Zea explique que les Femmes autochtones sont arrivées aux séances de la CSW après avoir été impliquées dans les processus pour les droits des Peuples autochtones de leurs pays et organisations locales. Au sein du Groupe de travail sur les peuples autochtones, des lois du monde entier ont été examinées. À cet égard, Tarcila Rivera Zea a déclaré : « nous avons découvert tous les mécanismes qui existent au sein de l'ONU, particulièrement ceux qui touchent aux droits des femmes en général, car nous venons de milieux divers »⁵⁷.

Natalia Caruso, de l'organisation MADRE⁵⁸, souligne qu'en 2005, la première Conférence internationale sur les femmes s'est tenue au Centre de l'Église des Nations Unies à New York. Dix déléguées d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique y ont participé et y ont présenté ensemble différentes stratégies⁵⁹. Ce fut un événement important, car il a conduit à la formation d'alliances entre le mouvement des Femmes autochtones et le mouvement international des femmes.

Alliée et amie dans notre lutte pour le changement social, l'association MADRE, sous la direction de Vivian Stromberg, a servi de refuge pour les Femmes autochtones à New York à cette époque. Cela s'est reflété en ressources financières et humaines pour la fondation du FIMI; et plus précisément, avec le soutien de Natalia Caruso au niveau de l'administration.

En 2005, en plus des activités liées à Beijing+10, les préparatifs se poursuivaient pour l'Étude du Secrétaire général des Nations Unies « Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : Des paroles aux actes »⁶⁰. MADRE faisait partie du groupe de travail en tant qu'organisation non

57. Entretien avec Tarcila Rivera Zea mené par Binalakshmi Nepam via Zoom le 24 avril 2020.

58. MADRE est une organisation internationale de défense des droits fondamentaux des femmes, partenaire du FIMI dans sa gestion.

59. Natalia Caruso, entretien mené par Binalakshmi Nepam via Zoom le 23 avril 2020.

60. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Media/Publications/UN/en/FrenchStudy.pdf>

gouvernementale⁶¹, ce qui a permis au rapport du FIMI de 2006, intitulé Mairin Iwanka Raya, d'être pris en compte comme matériel pour l'étude sur les violences à l'égard des femmes.

Le leadership et le travail du FIMI, en tant que plateforme mondiale, commencent à porter leurs fruits.

Une plateforme d'action : l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII)

Tarcila Rivera Zea souligne que nous ne recevons pas toujours l'attention que nous espérons des organes de l'ONU. Cependant, l'Instance permanente a servi d'espace où participer et présenter des recommandations aux États; échanger et mener des efforts de plaidoyer auprès des missions permanentes et des rapporteurs spéciaux de l'ONU; et former des alliances de différents types.

Nous avons dû déployer de grands efforts pour mobiliser et amener les gens de nos communautés jusqu'à New York, en surmontant les barrières linguistiques et les exigences de visa. Mais nous sommes arrivées avec des idées claires, des recommandations concrètes et une volonté de transformer les réalités que nous vivons dans nos pays.

Tout au long de ce processus lancé par l'Instance permanente, nous avons rencontré des leaders importantes qui ont contribué au plaidoyer et à la participation du FIMI et des Femmes autochtones des différentes régions : Elsa Stamatopoulou, Chandra Kalindi Roy-Henriksen (du peuple Chakma du Bangladesh), Mirian Masaquiza (Kichwa, d'Équateur), et des expertes comme Victoria Tauli-Corpuz (Kankanaey Igorot, des Philippines), Myrna Cunningham (Miskitu, du Nicaragua), Mariam Wallet (Tuareg, du Mali), Anne Nuorgam (Sami, de Finlande), Tarcila Rivera Zea (Quechua,

61. <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Media/Publications/UN/en/FrenchStudy.pdf>

du Pérou), Joan Carling (Igorot, des Philippines) et María Eugenia Choque (Aymara, de Bolivie). Elles ont contribué à renforcer le leadership des femmes dans cet espace et à promouvoir l'égalité des genres au sein du mouvement des Peuples autochtones pour de l'inclure dans les recommandations.



La création de l'UNPFII⁶², une plateforme où élever nos préoccupations et offrant un cadre pour la promotion de politiques inclusives basées sur nos droits individuels et collectifs, a représenté une réalisation importante pour les Femmes autochtones.

2008 à 2011 : Les fondations de notre maison.

Le FIMI a suivi un processus de développement interne à son propre rythme. Après avoir apporté plusieurs contributions à des espaces décisionnels internationaux, nous avons élaboré notre premier Plan stratégique pour la période 2008-2011. Cela a servi à consolider la création de nos programmes et de notre méthodologie de travail, suivant une analyse des opportunités, des forces et des priorités pour les Femmes autochtones aux niveaux local, national, régional et international.

La participation est un droit et une nécessité, et c'est un enjeu que nous avons constamment soulevé dans différentes sphères. Le programme de *Participation politique et plaidoyer* a ainsi été conçu pour faciliter

62. L'Instance permanente sur les questions autochtones a été créée en 2000 en tant qu'organe consultatif du Conseil économique et social des Nations Unies et a tenu sa première séance au siège des Nations Unies à New York en 2002.

notre participation et générer des espaces d'action concertée pour un plaidoyer international intégral et efficace. Lors de la onzième séance de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (Brésil 2010), Fabiola del Jurado, du peuple Náhuatl du Mexique, déléguée du Réseau continental des Femmes autochtones des Amériques, a réaffirmé l'importance de la participation aux espaces décisionnels : *« C'est la première fois que j'assiste à un événement international où l'on cherche à présenter des recommandations par consensus. Pour moi, c'était impressionnant de voir comment on discutait pour arriver à des accords. Au cours de ces journées, j'ai pu comprendre comment les choses se négociaient et se disaient d'une manière très précise, et l'importance de chaque instant. »*

Pour la participation et le plaidoyer, nous avons besoin de formation en leadership. La « Déclaration de Beijing des Femmes autochtones du monde » de 1995 a présenté comme l'un des principaux défis la reconnaissance de nos droits en ce qui concerne nos territoires, notre développement, notre santé, mais aussi notre éducation. C'est la raison d'être du *Programme de renforcement des capacités*. L'une des premières initiatives de ce programme a été la formation en droit, gestion et participation politique d'une centaine de Femmes autochtones leaders, afin d'accroître leur participation au sein des différents espaces politiques dans le contexte des élections boliviennes de 2009. Ce processus a été mis en œuvre par la Confédération nationale des femmes paysannes autochtones de Bolivie – Bartolina Sisa (CNMCIQB-BS).

En 2009, le FIMI a signé un accord de coopération de deux ans avec le Fonds autochtone et l'Université interculturelle autochtone afin d'intégrer une approche de genre aux programmes de renforcement des capacités, à travers un programme de diplôme pour les Femmes autochtones.

Suivant ces premiers pas, en mars 2011, au Mexique, le FIMI a organisé un atelier intitulé « École internationale de leadership des Femmes autochtones : progrès et défis pour sa mise en œuvre ». C'est depuis lors que l'École internationale de leadership des Femmes autochtones et son

programme international sur les droits de la personne et les stratégies de plaidoyer sont en activité.

De notre point de vue holistique, nous croyons qu'afin de renforcer notre participation et notre leadership, il est nécessaire que nous puissions accéder aux ressources. C'est pourquoi nous avons décidé d'influencer le secteur de la philanthropie pour promouvoir plus de responsabilité et de justice sociale, en reconnaissant les inégalités abyssales qui empêchent les collectifs de Femmes autochtones d'accéder aux ressources économiques.

En 2009, le FIMI a créé le Fonds des Femmes autochtones AYNI, lançant le premier appel à travers le programme Semences, qui est axé sur le renforcement du pouvoir institutionnel et organisationnel des Femmes autochtones. La particularité de ce programme philanthropique est qu'il reconnaît les connaissances et pratiques autochtones locales comme base de la durabilité des projets au niveau communautaire. « AYNI » est un mot autochtone quechua/kichua, du sud des Amériques, qui signifie réciprocité, solidarité, et travail conjoint, équitable et juste, à la fois entre les êtres humains et entre tous les êtres du cosmos (animaux, plantes, astres). C'est le premier et le seul fonds créé et dirigé par et pour les Femmes autochtones.

La croissance d'AYNI est le résultat de nos alliances avec la communauté philanthropique, les institutions de coopération internationale et les gouvernements alliés. En 2011, un deuxième mécanisme de subvention a été mis en place : le Mécanisme d'assistance pour les Peuples autochtones (IPAF), financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le rôle du FIMI dans ce mécanisme est de gérer les ressources matérielles et financières pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Nous avons également établi comme besoins stratégiques la recherche participative et le plaidoyer. En 2010, avec le soutien du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de la Société mexicaine pour les droits des femmes (SEMILLA) et de la Commission

nationale pour le développement des Peuples autochtones (CDI), le FIMI a organisé à Mexico la deuxième rencontre des Spécialistes d'Amérique latine sur la violence contre les Femmes autochtones. C'est lors de cette rencontre qu'a surgi le besoin de mettre en place un Observatoire des Femmes autochtones contre la violence, qui allait devenir l'ancêtre du Programme de Recherche sur les enjeux d'importance pour la vie des Femmes autochtones. L'objectif de cet observatoire était de surveiller et de rendre visible les violences contre les Femmes autochtones de tous types, tout en promouvant le respect des engagements internationaux en matière de droits de la personne.

Le besoin de nous tourner vers nous-mêmes afin de contribuer à la durabilité, à la croissance, à la visibilité et au développement organisationnel du FIMI a conduit à la mise en œuvre du programme de renforcement institutionnel, ce qui nous a permis de former des alliances avec la communauté des bailleurs de fonds en la sensibilisant à notre cause. Il était important de démontrer les capacités administratives du FIMI et de nos organisations membres. En 2008, avec l'appui de MADRE comme marraine fiscale, nous avons pu obtenir le soutien de cinq bailleurs de fonds : Oxfam Novib, Hivos, Fonds mondial pour les femmes, UNIFEM. Ils ont investi dans le Fonds des Femmes autochtones et le programme de participation politique, et ont offert des conseils généraux pour le renforcement institutionnel.

En 2009, pour la première fois, le FIMI a reçu un financement important allant bien au-delà de son budget moyen habituel de 100 000 USD. Le FIMI a pu gérer un budget de 863 671 USD grâce aux contributions d'UNIFEM-Fonds pour l'égalité des genres, la Fondation FORD, HIVOS, MADRE, la Fondation Channel, SEMILLAS, UNFPA, GTZ et IBIS. Cependant, la croissance économique a été difficile à maintenir en 2010, tandis que notre financement a été drastiquement réduit à un total de 166 000 USD.

Les membres de l'équipe technique étaient réparties entre New York, le Nicaragua et la Colombie. Il y avait des membres du conseil d'administration

au Pérou, au Canada, au Kenya et aux Philippines, ce qui impliquait de grands défis pour la construction d'une plateforme internationale. Après 10 ans d'existence, le FIMI a franchi une étape importante pour son développement en s'enregistrant officiellement comme organisation à Lima, au Pérou, en 2011.

Le Conseil de direction était composé de Tarcila Rivera Zea (Quechua du Pérou), présidente; Lucy Mulenkei (Maasai du Kenya), vice-présidente; Lea Nicolas Mackenzie (Première Nation malécite du Canada), trésorière; Victoria Tauli-Corpuz (Kankana-ey Igorot des Philippines), secrétaire; Monica Aleman (Miskitu du Nicaragua), inspectrice. Cette dernière a occupé le poste de directrice exécutive de 2004 à 2010.

2012 – 2015 : Construire notre maison

Fort de sa personnalité juridique, le FIMI a alors formulé un plan stratégique pour la période 2011-2015 dans le but d'accompagner les Femmes autochtones du monde entier et de répondre aux défis qu'elles rencontrent depuis une vision globale. La mise en œuvre était sous la direction d'Otilia Lux de Cotí, militante Maya K'iché pour les droits des femmes autochtones et éducatrice, qui a été directrice exécutive du FIMI de 2012 à 2014, avec Mariana López, en tant que coordinatrice des programmes.

Au cours des dix premières années d'histoire du FIMI, nous avons progressivement avancé dans notre travail de plaidoyer auprès des instances internationales, réussissant à faire inclure certains des enjeux prioritaires pour les Femmes autochtones dans les résolutions de la Commission de la condition de la femme (CSW) et de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII). Cependant, il demeurait très difficile de faire reconnaître les revendications des Femmes autochtones. Cela nous a poussées à organiser, en collaboration avec les réseaux régionaux de Femmes autochtones et le FIMI, la Conférence mondiale des Femmes autochtones qui s'est tenue à Lima, au Pérou, en

octobre 2013. Les Femmes autochtones des sept régions socioculturelles du monde ont exprimé leur volonté politique d'agir par consensus et en utilisant les critères communs des processus des Nations Unies concernant les Peuples autochtones, dont la Conférence internationale sur les Peuples autochtones, Le Caire+20, Beijing+20 et le Programme de développement post-2015.



Lors de la Conférence de Lima, les Femmes autochtones se sont entendues sur un document final intitulé « Prise de position politique et plan d'action des Femmes autochtones du monde ». Le document insiste sur le désir et le besoin des Femmes autochtones de participer aux processus politiques qui nous affectent, et adopte le slogan « Rien à propos de nous sans nous » pour introduire une nouvelle voix collective : « Tout sur nous, avec nous ». Nous réaffirmions ainsi notre résistance à l'exclusion et au manque de visibilité dont nous avons souffert historiquement dans tous les espaces de participation politique.

Nous avons soumis nos recommandations à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones et avons réussi à faire incorporer quatre paragraphes sur nos droits. Encore une fois, cette expérience de

coordination internationale nous a donné d'importants résultats. Nous sommes cependant restées confrontées à un défi important en ce qui concerne le plaidoyer au niveau national, comme l'explique Tarcila Rivera Zea : « si cette information n'est pas utilisée et gérée par les femmes organisées elles-mêmes, elle n'aura pas grande importance. Elle restera confinée dans un document officiel connu uniquement des spécialistes, sans arriver aux personnes qui ont une réelle influence sur les politiques de leur pays. »

Pour relever ce défi, nous avons repris en 2013 avec encore plus de détermination la mise en œuvre de l'École internationale de leadership, et mis sur pied le Programme international des droits de la personne et des stratégies de plaidoyer. Le motif principal était de renforcer les compétences et le leadership des Femmes autochtones au sein des organisations locales, en leur donnant les outils nécessaires pour arriver à influencer et participer aux décisions politiques de haut niveau international ainsi que de leurs propres pays.

Le Programme se caractérise par l'échange mutuel des connaissances, l'application pratique des apprentissages, et l'occasion de trouver des partenaires sur la scène internationale. Il se divise en trois étapes : la première phase a lieu à distance; la seconde consiste en des séminaires au siège de l'ONU et à l'Université Columbia, à New York; et la troisième correspond à la mise en œuvre des plans de plaidoyer formulés par chaque participante, avec le financement du Fonds des Femmes autochtones.

Le partenariat établi avec l'Université Columbia et le Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones a été d'une grande importance, car il nous a donné l'occasion d'interagir avec des éducateurs et éducatrices internationaux, des fonctionnaires des Nations Unies, des ambassadeurs et ambassadrices, et des leaders autochtones. Au cours des séminaires sur place, les participantes apprennent à préparer des déclarations et à participer aux séances de l'Instance permanente. Il s'agit également d'une bonne occasion pour

qu'elles instaurent des dialogues avec les responsables gouvernementaux de leurs pays; forment des alliances entre Femmes autochtones ainsi qu'avec d'importantes parties prenantes de la communauté internationale; et organisent des événements de plaidoyer.

À cette époque, nous avons décidé de promouvoir la recherche et l'analyse selon nos propres perspectives. L'Observatoire des Femmes autochtones, créé en 2010, a servi de point de départ pour le programme de Recherche et enjeux d'importance pour la vie des Femmes autochtones. En 2013, nous avons élaboré, en groupe, le Manuel de recherche interculturelle: Dialogues sur la violence contre les Femmes autochtones.

Toujours en 2013, le FIMI a lancé le « Prix du leadership », récompensant les Femmes faisant partie des communautés des Peuples autochtones ou tribaux. Il s'agit d'une façon de récompenser les meneuses engagées et responsables qui ont atteint de grands objectifs collectifs.

Entre 2011 et 2015, le FIMI a reçu de généreux dons du FIDA-IPAF, de la Fondation Ford, d'UNIFEM (aujourd'hui ONU Femmes), de la Fondation Channel, du Fonds Christensen, du Fonds international pour les femmes, de la Fondation SWIFT, de Tamalpais, du Fonds MDG, de Mamacash et de plusieurs bailleurs de fonds privés. Cependant, ces ressources financières n'arrivaient pas de manière régulière et étaient affectées à des activités et événements spécifiques, de sorte que le FIMI comptait sur des ressources trop incertaines pour étendre ses programmes et avoir un impact réel.

2016-2020 : Une solide maison collective

Nous avons amorcé cette phase en sachant pertinemment que notre maison collective avait besoin de fondations solides pour continuer à grandir, à mener nos luttes et à protéger nos différentes expressions organisationnelles au niveau international. Cinq ans après l'enregistrement du FIMI au Pérou, nous étions prêtes à gérer directement nos ressources, à les renforcer et à assurer leur durabilité. Lorsque nous parlons de



ressources, nous allons au-delà de l'aspect financier, incluant également les ressources humaines, les outils institutionnels, les compétences techniques, la confiance mutuelle, le travail d'organisation et les alliances. Tout cela nous a permis de couper consciemment le cordon ombilical avec l'association MADRE qui, nous ayant accompagné et vu grandir en tant que marraine fiscale pendant plus de 10 ans, savait que cette étape était importante pour le FIMI. Plus qu'une simple représentation légale, ils s'agissait aussi d'un instrument politique qui nous a donné une voix pour échanger avec différentes parties prenantes.

Nous avons élargi le Fonds AYNi de différentes manières, ce qui a également généré de nouveaux défis pour la fourniture de ressources aux organisations locales et régionales. Comme membre du Réseau international des fonds pour les femmes-Prospéra, le FIMI a été invité en 2016 à se joindre à un consortium formé par le Fonds des femmes du sud, le Fonds des femmes asiatiques et le Fonds de développement des femmes africaines. Ensemble, nous avons conçu et initié la mise en œuvre du programme Le Sud aux rênes du leadership, avec le financement du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Nous avons pu financer plus d'organisations et étendre notre couverture géographique. Par exemple, c'est ainsi que nous avons commencé à travailler avec nos sœurs autochtones de l'Afrique francophone, et que nous avons repris nos activités dans les régions du Pacifique et de l'Arctique.

Nous avançons vers l'un de nos plus grands rêves : mener nos propres recherches au niveau communautaire. Dans le cadre du programme de

Recherche et enjeux d'importance pour la vie des Femmes autochtones, nous avons mis en œuvre et renforcé le programme de diplôme en Autonomie économique et justice environnementale, accrédité par l'Université Carlos III de Madrid et le FILAC. En 2020, nous disposions de nouveaux documents de connaissances pour soutenir nos efforts de plaidoyer : neuf études communautaires sur les violences et la justice environnementale, menées par des chercheuses autochtones; l'Étude internationale sur la justice environnementale; l'Étude internationale sur la situation des Femmes et des Filles autochtones, dans le contexte du 25^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing; et le Rapport sur l'impact de la COVID-19 sur les Femmes autochtones et leurs meilleures pratiques pour y faire face.

Les efforts de formation en leadership et de renforcement des capacités se sont poursuivis au sein de l'École internationale de leadership des Femmes autochtones, tandis que 460 femmes leaders y avaient été formées en date de 2020, toutes provenant de différentes nations et nationalités d'Afrique, d'Asie, des Amériques, du Pacifique et d'Arctique. Nous les avons vues représenter leurs pays et leurs communautés au sein de différents espaces, mécanismes, et conférences régionales et internationales. Nous avons mobilisé des ressources pour la mise en œuvre de leurs plans de plaidoyer au sein de leurs communautés. Parallèlement, le « Prix du Leadership », qui avait été instauré en 2013, s'est fermement établi et continue de récompenser le travail individuel et collectif de meneuses locales qui protègent et défendent la Terre-Mère.

Ayant renforcé notre leadership et nos réseaux, nous avons pu accroître notre présence et nos initiatives sur la scène internationale. Le rêve de nos sœurs fondatrices reste bien vivant. Le FIMI a été le moteur pour mettre en place les conditions propices à l'élaboration collective de documents politiques, de rapports, d'interventions et d'efforts de plaidoyer au sein des espaces internationaux. Nous avons également contribué à la transformation du secteur philanthropique. Le tout sans cesser de faire entendre nos revendications, nos positions et nos connaissances

pour chercher à éliminer les inégalités, les discriminations, le racisme, les violences et la dépossession de nos territoires.

La gouvernance collective du FIMI représente un autre pilier important. Entre 2015 et 2016, nous avons assumé la mission d'élargir notre Assemblée générale en incluant des sœurs autochtones de l'Arctique et du Pacifique et en renforçant la représentation d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le Conseil d'administration actuel est composé de cinq femmes leaders du Pérou, du Kenya, des Philippines et d'Australie. En 2017, la nouvelle directrice générale du Secrétariat technique du FIMI a été nommée par le Conseil d'administration pour relever les défis liés à l'institutionnalisation du FIMI. Teresa Zapeta confie : « à ce stade, endosser la direction du FIMI revenait à assumer la grande responsabilité d'assurer la continuité des réalisations déjà concrétées, en plus de renforcer les piliers qui soutiennent la croissance qualitative et quantitative du mécanisme international des Femmes autochtones ».

Nous avons commencé par placer les ressources humaines au cœur du Secrétariat technique. Pour faire nôtre la cause des Femmes autochtones du monde entier, il était fondamental de reconnaître et de renforcer les compétences du Secrétariat, en plus de fomentier un leadership responsable. Au cours de ces années, nous avons grandi en nombre, en capacité et en conviction. Actuellement, le bureau administratif est situé à Lima, au Pérou, et le reste du Secrétariat technique est réparti à travers le monde entier et travaille à distance.

Entre 2016 et 2019, cinq espaces ont été créés pour institutionnaliser les actions du FIMI : Gestion financière; Alliances stratégiques et programmation croisée; Planification, suivi, évaluation et apprentissage; Développement et mobilisation des ressources; et Communication. Ces divisions ont été d'une importance cruciale pour assurer la continuité des opérations, générer une synergie entre les programmes stratégiques et promouvoir le travail collaboratif.

Nous avons donné vie à une dynamique d'effort collectif où chacune contribue, apprend, réapprend et relève les défis associés au changement et à une croissance stratégique. C'est ainsi que nous avons pu élaborer des manuels, des guides de procédures, des systèmes de contrôle, des politiques administratives et d'autres outils de gestion et de reddition de comptes.



Dans le cadre de cet effort collectif, nous avons également réalisé l'importance d'institutionnaliser les alliances formées avec les parties prenantes externes et la communauté de bailleurs de fonds, en menant une transition d'un système basé sur la confiance personnelle à des relations institutionnelles à long terme. C'est ainsi que des accords et des pactes ont été conclus avec l'Université Columbia, MADRE, la Coalition internationale pour l'accès à la terre à Rome, et l'*International Funders For Indigenous Peoples* (IFIP). En même temps, nos relations institutionnelles avec la communauté de bailleurs de fonds ont été renforcées à travers des mécanismes de communication organisationnelle; le renforcement des systèmes de reddition des comptes; la promotion du dialogue; et la réciprocité.

Conjointement, chacune des actions que nous avons menées au cours de cette période nous a permis d'accroître notre crédibilité et la confiance de nos alliés et de la communauté de bailleurs de fonds. Nous avons renforcé notre coordination avec les réseaux régionaux et d'autres formes d'organisations à travers les sept régions socioculturelles. Tout cela a permis au FIMI d'assurer la continuité de ses activités à travers ses quatre programmes stratégiques.

En conséquence, en date de 2020, le FIMI jouissait d'une solide communauté de bailleurs de fonds engagée en faveur des droits des Femmes autochtones, comprenant des bailleurs de fonds de longue date et d'autres plus récents, comme le *Wellspring Philanthropic Fund*, la *Foundation for a Just Society*, la Fondation SWIFT, la Fondation OAK et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Grâce à cet effort collectif soutenu pendant 20 ans, le FIMI est devenu un chef de file du mouvement pour les droits individuels et collectifs des Femmes autochtones, avec des stratégies de

plaidoyer efficaces et une participation politique à tous les niveaux, mais surtout au niveau international. Nous accompagnons de manière durable les réseaux régionaux dans leurs processus de renforcement institutionnel et dans leurs initiatives aux niveaux national et communautaire.

Après deux décennies d'activités, bien qu'il reste encore beaucoup de travail à faire, nous pouvons affirmer avoir parcouru un long chemin en surmontant de grands défis. Aujourd'hui, le FIMI a des alliés stratégiques, une relation stable et de confiance



avec la communauté de bailleurs de fonds, un budget plus important pour mettre en œuvre ses programmes, et une équipe de direction solide, multidisciplinaire, multiculturelle et intergénérationnelle qui avance de manière collective.

Sur les traces des Femmes autochtones



Tout au long de ces vingt années, le FIMI a exercé une influence sur chacune des Femmes autochtones qui ont participé aux différentes étapes du projet. Dans cette section, nous chercherons à illustrer l'impact de cette expérience sur nous et nos peuples. Bien que nous venons d'endroits différents, nous partageons les mêmes philosophies, valeurs et problèmes, et pouvons témoigner du lien fort et étroit qui existe entre le contexte international et les communautés locales. De la même manière que nos Peuples transmettent le savoir traditionnel, nous laissons notre héritage aux nouvelles générations afin qu'elles puissent poursuivre ces processus.

Les histoires relatées dans ce chapitre sont un témoignage des progrès réalisés par les Femmes autochtones pour l'exercice de nos droits individuels et collectifs; pour la revendication de nos droits et le renforcement de notre identité; pour nourrir notre spiritualité; pour le respect et la préservation de nos langues; et pour la défense de nos terres et territoires. Ces sœurs leaders ont subi différents types de violences, et les ont affrontées avec force et sagesse. Elles sont des exemples de courage et de résistance, ayant su dire ce qui avait été tu pendant des

siècles en prêtant leur voix à celles qui n'en avaient pas. Elles ont été présentes là où, il y a longtemps, il semblait impossible que les Femmes autochtones arrivent. Elles ont maintenant la possibilité d'apprendre ce que beaucoup de leurs prédécesseuses n'étaient pas autorisées à apprendre. Elles sont conscientes que la formation et les échanges d'expériences et de connaissances sont la clé pour transformer les réalités auxquelles font encore face 238,4 millions de Femmes autochtones, représentant 6,2 % de la population féminine mondiale⁶³.

Shapla Swarna Ruram (Bangladesh)

« [...] *courir après l'argent n'est pas toujours la meilleure chose à faire ni la plus juste [...]* »

Certaines personnes semblent naître avec une mission qui leur paraît insondable au début, mais qu'elles se sentent néanmoins appelées à suivre. Cela a été le cas pour Shapla, née dans le district de Netrikona, à Dhaka, au Bangladesh. Elle a aujourd'hui 28 ans, et est originaire du Peuple autochtone Garo du Bangladesh, bien que ses membres préfèrent être identifiés comme A.chik ou Mande. C'est une communauté agricole entourée de plaines, avec de modestes maisons de bambou, de paille et de boue qui forment des villages bien rangés et propres. Les personnes qui y habitent sont connues pour leurs connaissances en gestion du territoire, dans un pays jalonné de rivières et de canaux. Elles cherchent à prendre soin de la nature, la traitant comme une fille traiterait sa mère, et aiment cet espace comme l'ont fait leurs grands-parents : « Mes ancêtres vivaient dans les arbres. Elles et ils y ont construit leurs maisons et ont fait pousser de nombreuses plantes pour survivre et s'assurer qu'il y aurait de

63. Statistiques et données. <https://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang--fr/index.htm>

la nourriture pour les générations futures. » C'est un endroit merveilleux, mais il est loin d'être parfait. Et c'est justement là, dans les difficultés, que commencer à germer la graine de l'œuvre de Shapla. « J'ai toujours su que je voulais travailler avec des organisations à but non lucratif et travailler pour aider l'humanité, la planète et ma communauté natale, les Garos », dit-elle.

Elle possède une connaissance approfondie de la réalité sociopolitique du Bangladesh et de ses Peuples autochtones, et a étudié en sciences politiques avec une spécialisation en changements climatiques et sécurité alimentaire. Elle a commencé à cultiver ses compétences en leadership alors qu'elle était étudiante et bénévole au *Bangladesh Center for Human Rights and Development*. Elle a ensuite servi comme préposée aux droits de la personne. Maintenant préposée nationale, elle travaille avec des Femmes, Filles et Jeunes autochtones vulnérables. En tant que femme garo, elle comprend mieux que quiconque leurs besoins : « Il y a tellement de problèmes! Accaparement des terres, agressions, discrimination, une foule de choses qui les touchent, surtout en tant que femmes ».

L'organisation de Shapla est partenaire d'AYNI-LFS, ce qui lui a permis de suivre plusieurs formations du FIMI. Elle a participé à des programmes comme l'École internationale de leadership des Femmes autochtones du FIMI, en 2018; et au programme de diplôme pour les Femmes autochtones en Autonomie économique et justice environnementale, du programme de Recherche et enjeux d'importance pour la vie des Femmes autochtones du FIMI, en 2019. Grâce à chacune de ces occasions, elle en a appris davantage sur la réalité des femmes de différents pays, ce qui lui permet de formuler des idées critiques et de s'exprimer avec force en transmettant des messages clairs : « Les gens doivent assumer la responsabilité de leur impact sur l'environnement [...], se rendre compte qu'ils ne sont pas les seuls à vivre sur terre. Il y a beaucoup de personnes, beaucoup de problèmes, et un avenir radieux. Nous devons simplement faire preuve de prudence et protéger la vie. » Elle considère le FIMI comme une organisation amie qu'elle peut appeler à l'aide dès qu'elle en a besoin. En effet, bien qu'elle aime son travail, tout n'est pas toujours facile et, plus d'une fois, les choses

ne se sont pas bien passées pour elle : « Parfois, la formation que nous offrons ne fonctionne pas. [...] le travail avec les communautés est ardu, alors nous devons déployer de grands efforts. »

Elle rêve d'un monde où les Femmes autochtones seraient considérées comme égales aux autres. Un monde où les pays développés n'utiliseraient pas les « sous-développés » pour faire des profits, en reconnaissant tout ce que les Peuples autochtones font pour l'environnement et pour contribuer à la pureté de l'air qu'on respire.

**Association nationale des Femmes
autochtones handicapées du Népal – NIDWAN**
(Népal)

*« Le problème avec le handicap, c'est qu'il
n'est pas toujours accepté ou reconnu »*

Lorsque la terre tremble, secouant ses enfants, elle ressemble à une mère cruelle. Elle teste notre fragilité, mais fait aussi ressortir notre instinct de survie. C'est ainsi qu'est née l'Association nationale des Femmes autochtones handicapées du Népal – NIDWAN, dans le district de Lalitpur, à la suite des tremblements de terre qui ont ébranlé le pays en 2011 et en 2015.

Après le séisme de 2015, de nombreuses personnes ont été contraintes de quitter leurs maisons, détruites, et de vivre à l'extérieur pendant neuf mois. Parmi elles se trouvaient des Femmes autochtones de tous âges vivant avec un handicap, qui ont subi des agressions et des violences et qui n'avaient nulle part où aller pour obtenir un soutien. Certaines d'entre elles ont ainsi fondé NIDWAN, un espace commun où réfléchir, échanger ensemble sur leurs problèmes, et rechercher des avenues de transformation. Parmi les décombres, il était difficile de trouver qui

que ce soit qui s'intéresse à leurs besoins, alors, bien organisées, elles ont décidé d'élever leurs voix à différents niveaux. Aujourd'hui, NIDWAN travaille pour 59 communautés autochtones. Pratima, l'une des Femmes autochtones qui y travaille, dit qu'elles traitent de questions liées à « [...] l'intersectionnalité, les femmes, le genre, l'environnement, le handicap, l'inclusion pour toutes les personnes, l'équité », avec un seul objectif : « [...] nous voulons être respectées, parce que nous vivons dans un pays avec une grande diversité, avec différentes langues, différentes personnes, et cela doit se refléter dans tous les aspects de la vie, que ce soit le social, culturel, économique, politique ou historique. » Malgré les obstacles, elles mènent des efforts considérables pour promouvoir des programmes d'autonomisation, de dialogue et de formation spécialement conçus pour les Jeunes autochtones vivant avec un handicap.



Si la terre s'ouvre, il y aura toujours des moyens de construire des ponts vers l'autre côté. Dans la recherche de ces ponts, NIDWAN est devenu un partenaire du Fonds des Femmes autochtones AYNI du FIMI. Pendant cinq ans, les jeunes femmes de NIDWAN ont utilisé la vibration de la terre pour générer un changement : « Nous avons rompu le silence traditionnel. Nous avons pu assumer le mandat du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones et des personnes handicapées [...] », affirme Pratima. Elles ont leur propre programme et participent à des événements et à des rencontres : « [...] nous avons démontré que

la collaboration fonctionne. Parce que dans ces réseaux, nous avons également l'occasion de nous engager avec d'autres organisations [...]. »

Les femmes de NIDWAN veulent déployer leur plein potentiel, collaborer avec différents Peuples autochtones, et trouver plus de partenaires travaillant en développement afin de faire avancer leur programme d'égalité et d'inclusion. Elles espèrent voir les Jeunes autochtones vivant avec un handicap devenir des leaders dans la résolution de leurs propres problèmes, se battre pour leurs communautés, plaider pour une meilleure représentation, et transformer des vies. « [...] peu importe si nous changeons la vie de cinq personnes ou de cinq mille personnes. Si nous changeons la vie de cinq personnes, c'est très bien, c'est très important pour nous, car c'est là notre mission unique, c'est ce que nous défendons », conclut Pratima.

Judy Muliap

(Papouasie-Nouvelle-Guinée)

*« Ma mère m'a toujours dit de travailler très fort
pour survivre dans un monde dominé par les hommes »*

Un jour, une mère a dit à sa fille qu'elle devrait être « forte comme les hommes », loin de savoir qu'avec ces mots, la fille deviendrait une militante pour les droits des femmes. La femme qui a prononcé ces mots était la mère de Judy, une fille de la tribu Mari en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Judy est née dans un nid de leaders : « Je viens d'une famille de leaders », affirme-t-elle. « Mon père était un meneur et ma mère était une meneuse. Les deux m'ont beaucoup influencé. J'ai grandi en les regardant et en apprenant d'eux. » Comme les louveteaux qui apprennent à hurler comme leurs parents, elle, aujourd'hui âgée de 47 ans, a appris le leadership de ses parents.

Le nom de sa tribu est celui de son père, car « le statut des hommes est supérieur à celui des femmes dans la société. C'est pourquoi les enfants

appartiennent à la tribu du père. » Le symbole du pouvoir pour les hommes est un bâton orné d'un serpent. Pour les femmes, c'est une marmite en terre cuite symbolisant un bol de nourriture. Les qualités de leadership de Judy ont fait surface lorsqu'elle est entrée à l'université à 19 ans : « J'ai rejoint plusieurs groupes et réseaux de femmes en y assumant des rôles de direction. J'ai siégé au conseil d'administration des femmes [...]. » Sa mentore était May Lemont, de l'organisation australienne Soroptimist International, mais elle s'est également inspirée de ses enfants et, bien sûr, de sa mère : « Ma mère [...] a été et sera toujours mon plus grand modèle à suivre. Elle m'a toujours dit que je devais travailler très fort pour survivre dans un monde dominé par les hommes [...]. Elle m'a dit que je devais être forte comme un homme. » Judy travaille à Soroptimist International⁶⁴ depuis 15 ans et fait également du travail bénévole pour le renforcement du pouvoir des femmes victimes de violences. Elle a soulevé cet enjeu lors de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 2010, ainsi qu'à la Commission sur la condition de la femme (CSW) à New York en 2012. En 2017, elle s'est présentée aux élections générales de son pays pour donner une voix aux Femmes autochtones, mais n'a pas été élue.

À l'École internationale de leadership des Femmes autochtones (EILFA), elle a trouvé la force et la confiance nécessaires pour devenir une meilleure leader. Elle y a développé un projet de plaidoyer réalisable, mais que personne ne voulait parrainer : les parties prenantes à qui elle a présenté le projet voulaient le lui acheter, mais refusaient de la laisser en faire partie. « Mon pays a présenté 66 recommandations à l'ONU et ils ont commencé à agir. Le gouvernement a approuvé la Loi sur la famille pour protéger les femmes. [...] et on parle maintenant de ces enjeux à la radio et à la télévision. » Élevant sa voix pour sa nation, elle a fait des recommandations à son gouvernement. Cela a mené à la mise en œuvre

64. Soroptimist International est une organisation internationale de service volontaire pour les femmes travaillant pour la paix, tout particulièrement pour améliorer les conditions de vie des femmes et des filles, au sein de communautés locales à travers le monde.

de projets qui font partie de son plan de plaidoyer, comme l'éducation des jeunes, en particulier des femmes et des filles, en matière d'hygiène menstruelle et de violence domestique. De plus, elle a géré plusieurs fonds pour l'éducation, la santé et la santé maternelle. Son réseau de partenaires communautaires et d'entreprises s'est étendu. « Je tiens à remercier le FIMI de m'avoir donné l'occasion de participer à l'EILFA [...]. Il n'y a pas beaucoup d'organisations qui font cela. Ce programme m'a accompagné de manière constante tout au long de ma carrière et dans mon travail auprès de la communauté. »

Cette descendante maorie aspire à se présenter comme candidate et à remporter les élections générales de 2022. Cela demande beaucoup de préparation, mais le collectif s'organise : « [...] nous songeons à créer un parti politique pour les Femmes autochtones [...]. Nous avons besoin d'élaborer des stratégies et de travailler pour voir comment appuyer les Femmes autochtones qui ont des ambitions politiques. »

Theresa John
(États-Unis)

« J'ai constaté des changements parmi les nouvelles générations, tout particulièrement dans leur inspiration pour créer des groupes aux niveaux local et régional ».

La réconciliation des connaissances universitaires et des enseignements des Peuples autochtones peut sembler une tâche compliquée. Pour Theresa John, cela a été difficile, mais pas impossible. Femme esquimau yup'ik de 63 ans du sud de l'Alaska, aux États-Unis, elle a été élevée par sa tribu et a grandi dans une maison traditionnelle. Ses parents lui ont appris à valoriser sa communauté. Sa vie est marquée par l'interdépendance avec les autres, l'environnement et la spiritualité, qui dans sa culture a une place prépondérante.

La mentore de Theresa était sa grand-mère, qui lui racontait des histoires sur ses ancêtres : « Ma grand-mère nous a inculqué le sens de la réussite et du travail acharné ». Aujourd'hui, Theresa est professeure agrégée, mais en plus de l'enseignement elle consacre aussi sa vie à la défense de sa langue et de son histoire, à la restauration et à la préservation de sa culture, et à la promotion de la reconnaissance du patrimoine de sa communauté. En tant que professeure, en plus de faire le travail d'enseignement attendu, elle s'assure que ses élèves autochtones respectent le monde d'où ils viennent, s'éduquent sur les enjeux qui affectent leurs conditions de vie, et prennent conscience des risques qui pèsent sur les générations futures s'ils abandonnaient leurs traditions.

Elle a postulé et a participé à l'École internationale de leadership des Femmes autochtones. Cela lui a permis de voir qu'il y a dans le monde des leaders travaillant jour et nuit pour défendre leurs droits, protéger leurs peuples et prêter leur voix à ceux et celles qui en sont privés. Après avoir terminé le programme de l'École internationale, elle a organisé des séances de formation avec le groupe Alaska Native, avec qui elle convoque depuis des réunions annuelles pour aborder les problèmes spécifiques qui touchent leur communauté, comme l'augmentation des cas de suicide et la disparition de leur langue et de leurs pratiques traditionnelles, afin de trouver des pistes de solutions. Dans le monde universitaire, ses efforts pour concilier les deux univers lui ont permis d'élaborer des cours universitaires qui transcendent les cultures et qui démontrent comment les enseignements ancestraux de sa culture peuvent contribuer aux politiques publiques, au développement et à l'enrichissement de nos connaissances.

Theresa sait que le leadership n'est possible qu'en incluant les nouvelles générations, car il est important de leur enseigner les savoirs locaux et ancestraux pour qu'ils puissent devenir des leaders plus efficaces. Forte de cette conviction, elle espère que les élèves avec qui elle travaille pourront participer à l'École internationale et semer des graines qui germeront pour assurer la continuité de la construction d'un monde plus juste.

Ella-Karin Blind
(Suède)

« Je pense à toutes les autres Femmes autochtones qui dirigent le monde chaque jour et j'appuie leur lutte pour les droits des Femmes autochtones. »

Le peuple Sami est présent dans quatre pays : la Norvège, la Suède, la Finlande et la péninsule de Kola en Russie. Ella-Karin Blind fait partie de cette communauté, considérée comme l'une des plus anciennes cultures nomades au monde, également connue comme le Peuple des rennes. Elle a 61 ans et vient d'une famille d'éleveurs de rennes. Ses parents parlaient la langue samie du nord. Elle est née à Arjeplog, dans le comté de Norrbotten, en Suède. Dans sa culture, les femmes âgées, très respectées, sont porteuses et gardiennes du savoir de la tradition et de la langue.

Ella-Karin travaille au Forum Sami Nisson (SNF) depuis vingt ans, « parce que je voulais travailler pour les droits des femmes samies, en particulier pour les éleveuses de rennes ». Elle fait partie de Soroptmist International, où elle travaille sur les questions de genre et de droits de la personne. Elle a également bâti un réseau avec d'autres organisations de femmes locales et régionales. « Je suis membre suppléante de Slow Food Sápmi, qui fait partie de Slow Food International [...] Il est très important pour moi d'être en contact avec des Femmes autochtones du monde entier. J'ai un vaste réseau social, avec beaucoup de gens. » La majorité de ce qu'Ella-Karin a accompli n'aurait pas été possible sans ce réseau : « Mes principaux modèles de rôle sont Maj Lis Skaltje, une femme samie, ma mère et mes tantes, qui sont des femmes samies très fortes. » Une grande alliée dans la défense des droits fondamentaux des Femmes autochtones a été l'École internationale : « Après avoir participé à l'école du FIMI, j'ai été invitée au Brésil, à une très grande conférence sur le genre avec plus de 400 femmes du monde entier. J'ai fait une présentation sur Elsa Laula, l'une des femmes samies les plus célèbres. » Ella-Karin et le SNF ont organisé

conjointement avec le FIMI la Deuxième Conférence mondiale des femmes autochtones en 2021, conséquence de son passage à l'École internationale de leadership des Femmes autochtones : « J'ai renforcé mon leadership depuis 2015. Je m'intéresse encore plus au mouvement des femmes et au développement des compétences en leadership. »

Ella-Karin souhaite retourner à l'Instance permanente à New York et trouver une réponse à sa question : « Comment le SNF pourra-t-il survivre à l'avenir? Nous présentons chaque année des demandes de financement, mais nous ne savons pas combien nous obtiendrons. Nous n'avons pas de bureau, pas d'employés, et nous sommes réparties à travers toute la Scandinavie et la Russie. » Son rêve est que le SNF ait un bureau et une directrice afin qu'il puisse continuer à travailler pour les droits des femmes samies.

Stephanie Big Crow
(États-Unis)

« Ma grand-mère me chantait toujours une chanson qui parlait de ce que signifiait être Lakota, que je devais être forte parce que nos générations descendent d'eux et du pouvoir qu'ils avaient. »

Tout a commencé lorsque Stephanie était en quatrième année. Dans sa classe d'histoire, la professeure utilisait le terme « Indiens » pour désigner la population autochtone. Un jour, elle a demandé à sa professeure ce qu'elle entendait par « Indiens ». L'enseignante a répondu qu'il s'agissait d'une population qui n'existait plus. Elle a été choquée d'entendre cela, car elle et sa famille s'étaient toujours identifiées comme personnes autochtones. Elles n'existaient donc pas vraiment? Cette expérience, qui peut sembler anodine, l'a motivée à mener un grand combat pour défendre son identité.

Aujourd'hui âgée de 41 ans, Stephanie est une femme lakota née dans le Dakota du Sud, aux États-Unis. Dès son plus jeune âge, elle savait parfaitement d'où elle venait et assumait fièrement son identité. Elle n'acceptait guère que, en raison de son apparence physique, elle soit marginalisée. Pourquoi les gens la regardaient-ils de haut? Elle aime sa terre et son peuple, qui ont placé en elle l'espoir et le feu de la résistance. « Je me suis dit que je ne pouvais pas permettre à ce pays mené par la cupidité de dicter le cours de mon existence en tant que femme lakota. » Sa grand-mère, son père et sa communauté ont été importants pour elle, lui ayant enseigné leurs valeurs, leurs normes sociales, leurs pratiques pour aborder les problèmes collectifs, et leur spiritualité.

Stephanie a postulé au programme de l'École internationale du FIMI. Elle y a beaucoup appris sur les droits des Peuples autochtones et des femmes, et sur la manière dont les mécanismes internationaux peuvent être utilisés pour défendre les droits des communautés autochtones. Au cours de ce processus, elle a acquis une panoplie de connaissances sur les droits de propriété et les normes internationales des droits de la personne, ce qui lui a permis d'aller ensuite étudier le droit.

Elle milite maintenant contre l'exclusion et encourage la diffusion des enseignements du peuple Lakota. C'est ainsi qu'elle a réussi à faire recruter par l'université un enseignant tribal et à organiser un cours d'été intitulé « Désapprendre et décoloniser ». Les élèves inscrits visitent des sites historiques, rencontrent divers guérisseurs et guérisseuses, et entrent en contact avec les aîné-e-s et leurs enseignements. Ce faisant, ils et elles peuvent réaffirmer leur identité, se réconcilier avec leurs origines et apprendre à respecter l'histoire et la cosmovision des Peuples autochtones.

Le travail de Stephanie démontre qu'en reconnaissant les connaissances et les valeurs des aîné-e-s, il est possible de générer des changements pour l'avènement d'une société inclusive qui traite les hommes et les femmes avec dignité, peu importe leur origine.

Enedina Cervantes-Banks
(États-Unis)

« Nous sommes toujours là, nous continuons à chanter, à chasser, à pêcher, à enseigner à nos enfants qu'ils n'ont qu'à être eux-mêmes et elles-mêmes. Nous sommes toujours là, et nous continuerons à faire tout ce que nous pouvons pour être qui nous sommes. »

Son nom autochtone est Pashko, du clan Trueno. Son nom légal est Enedina Cervantes-Banks. Elle a 37 ans et est née en Oklahoma, aux États-Unis. Elle vient de la nation Potawatomi, de la bande des Prairies, au Kansas, qui a été forcée par le gouvernement de migrer à plusieurs reprises; leur premier domaine ancestral se trouvait dans le Michigan.

La mère de Pashko était originaire d'une tribu des États-Unis et son père d'une communauté autochtone du Mexique. Elle se souvient d'une militante autochtone qui disait qu'aux États-Unis, « vous pouvez être tout ce que vous voulez être, tant que ce n'est pas indien ». Ces mots l'ont poussée à réfléchir sur les injustices subies par ses ancêtres (« Quand on ne sait pas qui on est, un sentiment de solitude s'installe, et personne ne devrait avoir à ressentir cela. ») et elle a commencé à travailler pour la préservation de sa langue : « J'ai commencé à apprendre ma langue pour aider à la préserver. Il est triste de ne connaître que quelques mots autochtones [...]. La langue, c'est plus que des mots, ça porte plus de sens [...] et intègre tout ensemble. »

Depuis 2015, elle est impliquée dans une campagne pour promouvoir l'allaitement maternel, une pratique qui est de plus en plus abandonnée dans sa communauté, et pour présenter des moyens d'élever les enfants de manière à bâtir des relations mère-famille solides.

Elle est l'une des voix renforcées par l'École internationale du FIMI. Pashko y a notamment appris cette leçon : « Si la communauté ne peut pas vous aider, tournez-vous vers l'État; et si l'État ne vous appuie pas, allez vers la scène internationale ». Cette expérience l'a amenée à accomplir des choses qu'elle n'aurait jamais imaginées, comme l'organisation à but non lucratif qu'elle a créée afin de mettre en œuvre des programmes visant à sensibiliser les gens aux droits culturels. En novembre 2019, son organisation a reçu la reconnaissance officielle de l'État de l'Oklahoma : « Je l'ai baptisée Fondation Tinokwe en l'honneur de ma mère. La reconnaissance de l'État, c'est quelque chose. Je n'aurais jamais pensé pouvoir accomplir quelque chose comme ça. » Elle reconnaît l'impact positif de l'École internationale sur les leaders potentiels : « Je souhaite que tout le monde puisse aller à cette École, car on y apprend tellement de choses. On peut y créer des alliances, former des réseaux avec tant de personnes. C'est une expérience véritablement transformatrice. »

Enedina a de grandes aspirations, et souhaite que sa famille maintienne les valeurs et les traditions de sa culture : « Mon plus grand rêve est que les gens s'identifient comme autochtones et en soient fiers [...]. Je veux partager ma langue et ma culture avec les jeunes. »

Belén Itahí Bautista Quiroz

(Mexique)

« *Les champignons sont nourriture, ils sont médecine; ce sont des symboles de force, de vie et de renouveau.* »

Belén est une cueilleuse de champignons (ou *honguera* en espagnol) : elle cueille des champignons sauvages. Il s'agit de l'une des activités les plus courantes des communautés autochtones pendant la saison des pluies : son peuple cueille des champignons depuis plus de six cents ans. On pourrait dire que c'est une activité laborieuse; ce n'est pas un travail facile. Pour être cueilleuse de champignons, il faut être bien préparée,

tout savoir sur les champignons, savoir quand vient la pluie. Belén a acquis ces connaissances tout au long de ses 19 ans de vie à San Esteban Atlatlauca, Tlaxiaco, dans la Mixteca Alta d'Oaxaca, au Mexique. Elle est née en avril, le mois du champignon de carême (*hongos de cuaresma* en espagnol) : « Quand ma mère a accouché de moi, mon père lui a donné des champignons de carême. C'est là que mon histoire avec les champignons a commencé. »

La Mixteca Alta est un lieu d'autosuffisance : « Je vis dans un très bel endroit [...] entouré par la nature. Notre région se divise en divers écosystèmes [...], plus de 70 pour cent de ce qui est offert sur le marché est produit dans ma ville. » Dans la municipalité où elle habite, il y a une scierie et la plupart des hommes y travaillent. Pendant la saison des pluies, les femmes vendent des champignons. À 14 ans, elle s'est rendu compte que les jeunes n'avaient aucune autre source possible de travail que la scierie. Elle a donc lancé un projet de microtourisme, consistant à inviter les gens à faire une promenade en montagne pour cueillir des champignons, ce qui leur permet également de découvrir la communauté, sa cuisine, et les champignons de ses forêts. Dans le sillon de ce projet, leur première foire de champignons a été organisée en 2016. En 2017, elles ont formé le Groupe ethnomycologique de la Mixteca, promouvant la vente de champignons à un prix équitable pour contribuer à l'autonomie économique des femmes.

Belén est une promotrice communautaire des droits de la personne et de la justice environnementale, travaillant avec plus de douze communautés. Son groupe a noué des partenariats avec des chercheurs et chercheuses et des autorités locales, dispose d'un réseau de cuisiniers et cuisinières, et d'autres municipalités ont copié le projet.

En 2019, elle a participé au programme de Recherche interculturelle pour les Femmes autochtones dans le cadre du programme de diplôme pour les Femmes autochtones Autonomie économique et justice environnementale, mis en œuvre par le FIMI avec le Fonds pour le développement des Peuples autochtones d'Amérique latine et des

Caraïbes (FILAC) et l'Université Carlos III de Madrid. « Grâce à ce programme, j'ai acquis des outils extraordinaires que je peux maintenant appliquer dans le modèle d'affaires élaboré pour la Mixteca, comme mener une évaluation stratégique des ressources naturelles, trouver un équilibre entre le développement économique et l'environnement, bien comprendre les contextes pour pouvoir formuler des propositions pour la résolution de problèmes spécifiques, et négocier de manière pacifique. » Le programme nous rappelle que le savoir doit être accessible à toutes les personnes, même celles qui n'ont pas de formation professionnelle, comme c'est le cas de Belén. Elle a réussi à transmettre son respect pour les champignons, à sensibiliser les gens sur l'importance des ressources naturelles pour les Peuples autochtones, à honorer le travail des cueilleuses de champignons (*hongueras*) et à travailler avec différents groupes pour les aider à renforcer leurs activités productives. Derrière ses mots se trouve un rêve : un monde en équilibre.

**Coordination des associations et communautés pour
le développement intégral de la région de Ch'orti –
COMUNDICH
(Guatemala)**

*« Nous n'arrêterons pas le combat que nous avons
commencé, nous ne nous arrêterons pas, car la
lutte pour la défense de nos droits doit continuer »*

La terre où sont nés les grands-parents et les parents sera toujours sacrée pour leurs descendants : c'est le premier endroit où se poseront leurs yeux, l'endroit où ils grandiront. Pour cette raison, extirper une personne de sa terre natale, c'est la déraciner d'elle-même. Cependant, de nombreux Peuples autochtones ont été déracinés de la sorte. Lorsque les communautés de la municipalité de Camotán, dans le département de Chiquimulase au Guatemala, ont été expulsées de leurs terres natales entre 2002 et 2003, elles ont uni leurs forces pour protéger leurs territoires

face aux gouvernements municipaux et ainsi récupérer leur titre légal. C'est ainsi qu'est née la Coordination des associations et communautés pour le développement intégral de la région de Ch'orti – COMUNDICH.

COMUNDICH encourage la participation politique, l'art, la culture, et les initiatives de production pour assurer la souveraineté alimentaire des communautés, notamment avec des élevages de poulets, des boulangeries artisanales et des organisations pour le leadership des jeunes. L'organisation compte un Conseil des aîné-e-s, une alliance avec les peuples Achi, Q'eqchi, Kaqchikel et Xinkas, et un comité de gestion des terres et des ressources naturelles. Pour défendre les droits au territoire, l'organisation a créé le Bureau des terres communales (Mesa de Tierras Comunales en espagnol), intégré par des spécialistes de tous horizons, y compris des avocat-e-s et des ingénieur-e-s.

Le FIMI a fourni des conseils juridiques à la COMUNDICH. Elodia, membre de l'organisation, explique comment s'est déroulé ce processus : « Cela nous a permis, en équipe, d'organiser au sein des communautés des décrets d'*amparo*⁶⁵ et des poursuites judiciaires lorsque des camarades étaient détenues ou assassinées ». Pour son projet « Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de huit communautés du village maya de Ch'orti' situé dans la municipalité de La Unión, Zacapa », l'organisation a reçu un financement du Fonds des Femmes autochtones AYNI du FIMI, à travers le Mécanisme d'assistance pour les Peuples autochtones (IPAF). Abelina Vásquez est partenaire du Fonds AYNI. Elle est l'une des premières femmes à s'être battue pour les terres, et a encouragé la participation des autres ainsi que la préservation des savoirs ancestraux : « Grâce à ce projet, j'ai la possibilité d'avoir mon propre potager. Cette aide financière nous a renforcées. COMUNDICH se bat toujours pour nous. »

65. Dans la plupart des systèmes juridiques du monde hispanophone, le décret d'*amparo* (également appelé *recurso de amparo* ou *juicio de amparo*) est un recours pour la protection des droits constitutionnels que l'on trouve dans certaines juridictions. Le recours ou l'action d'*amparo* est un instrument efficace et peu coûteux pour la protection des droits individuels.

Au cours de ses quinze années d'activité, COMUNDICH a réussi, en tenant tête aux municipalités, à faire reconnaître les droits fonciers des femmes et leur participation communale : « Dans chaque communauté de la municipalité, nous avons mis sur pied des commissions de résistance des femmes pour les ressources naturelles; 21 commissions ont ainsi été constituées », précise Elodia. Même sans expérience préalable dans la gestion des ressources économiques, elles ont très bien su utiliser leur première subvention, ce qui leur a ensuite permis d'obtenir des fonds d'autres institutions, comme la Fondation Kenoli du Canada et GreenGrants des États-Unis.



COMUNDICH a encore un long chemin à parcourir dans son combat pour le respect des communautés autochtones et de leur droit à la terre. Selon Elodia, ses membres considèrent qu'ils doivent « persévérer dans les recours d'*amparo* portés devant la Cour constitutionnelle, avec les femmes en tête [...] », et veiller à ce que, en tant que femmes, « ils nous respectent et nous reconnaissent le droit de cultiver la terre [...] ». En tant que femmes d'autorité, leur défi a été de trouver « comment participer à la production, au jardinage, en faisant partie des groupes de femmes où se trouvent les grands-mères guérisseuses et où nous semons des graines de légumes et des plantes médicinales ».

Fédération nationale des Femmes autochtones – NIWF (Népal)

« Nous devons faire résonner la voix des Femmes autochtones aux niveaux local, régional et international »

Les fourmis sont petites et ont une force extraordinaire. Comme elles, avec loyauté et un engagement sincère pour le bien commun, huit Femmes autochtones ont formé la Fédération nationale des Femmes autochtones (*National Indigenous Women's Federation – NIWF*) à Katmandou, au Népal, en 1993. Aujourd'hui, elles ont des bureaux satellites au niveau des provinces, des districts et des communautés. Elles travaillent avec 60 communautés autochtones à travers 43 organisations affiliées à la NIWF.

Les Femmes autochtones du Népal vivent dans la pauvreté et leur niveau d'éducation est faible : « [...] nous parlons notre langue maternelle, mais le système d'éducation ne nous donne pas accès à l'apprentissage du népalais ». De plus, elles n'ont pas voix au chapitre et ne votent pas dans les processus décisionnels : « La Constitution népalaise ne reconnaît pas les femmes en général, et encore moins les Femmes autochtones [...] ». La NIWF travaille sur divers enjeux : « Nous travaillons sur des questions liées à la reconnaissance des femmes, au droit des Peuples autochtones à la terre, aux droits collectifs, à l'accès aux ressources naturelles et au droit des femmes à la terre ».

Cœuvrant pour atteindre l'égalité et l'équité entre les genres, et pour promouvoir les droits constitutionnels, politiques, juridiques, socioculturels, économiques et traditionnels des Femmes autochtones népalaises, la NIWF est une partenaire du Fonds des Femmes autochtones AYNi. Cette alliance leur a permis d'accomplir des réalisations à l'échelle internationale, en participant à la Commission de la condition de la femme (CSW). La Fédération a préparé un « rapport parallèle » (un outil pour surveiller

et contrôler le respect des engagements internationaux sur les droits fondamentaux des femmes, élaboré par divers groupes et organisations et envoyé à l'ONU pour servir de comparaison avec les données officielles reçues des nations ou des États) pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), et a accueilli la réunion préparatoire de la deuxième Conférence mondiale des Femmes autochtones de 2021. En 2018, elle a préparé « [...] des recommandations sur 41 articles approuvées par les Femmes autochtones à l'ONU ». En 2019, l'une de ses membres a fréquenté l'École internationale de leadership des Femmes autochtones.

Il s'agit d'un groupe de femmes qui s'affaire à renforcer le pouvoir de davantage de femmes et de leurs communautés : « Nous travaillons pour que les communautés abordent ces questions et participent aux processus de prise de décisions, notamment pour la protection des territoires ». Le FIMI a aidé la Fédération à améliorer ses stratégies de travail et de plaidoyer, en renforçant les compétences de ses membres et en facilitant des réunions et l'accès au financement.

L'équipe de la NIWF souligne l'importance du travail collectif. Elle a beaucoup fait pour les Femmes autochtones sans recevoir la moindre assistance de l'État, étant donné que le gouvernement népalais ne soutient pas les groupes organisés de femmes et limite leur accès aux ressources économiques : « [...] pour continuer à promouvoir leurs droits, de nombreux groupes de Femmes autochtones se forment, mais combien de temps pourront-elles durer? Elles ne reçoivent pas d'argent, mais elles doivent tout de même manger, et se déplacer. Elles ont besoin d'argent [...]. » Malgré tout, le combat continue en gardant en vue un objectif ambitieux, mais pas inaccessible : « Notre rêve est d'être reconnues comme Femmes autochtones dans la Constitution, que les Femmes autochtones soient respectées par le gouvernement ».

Aeisatu Bouba
(Cameroun)

« Des filles éduquées et autonomes pourront retourner dans leurs communautés et contribuer à leur développement »

Partout dans le monde, les filles rêvent, espèrent et aspirent à être libres. Cependant, il y a des endroits où cette liberté leur a été arrachée, à travers des pratiques telles que le mariage des enfants. Aeisatu travaille pour changer cette réalité. Camerounaise, elle fait partie du peuple Mbororo, une communauté pastorale. Elle a 43 ans et appartient à l'organisation « Forum des Femmes Autochtones du Cameroun », qui travaille avec les femmes Mbororo et les bergères sur des enjeux comme l'égalité de genre et l'autonomisation, mais aussi sur l'éducation, la paix et la sécurité, l'alimentation, la participation politique et l'environnement. Le Forum travaille actuellement dans dix communautés réparties sur trois régions.

Ses membres éduquent les filles sur leurs droits et sensibilisent les communautés à l'éducation en tant qu'outil d'importance dans leur vie. En guise de stratégie pour éviter les mariages forcés et précoces, les filles reçoivent du matériel et des bourses scolaires, ainsi que d'autres outils utiles pour faire face aux problèmes et renforcer leur leadership. Avec les femmes adultes, le Forum mène des activités de sensibilisation aux violences basées sur le genre afin prévenir les agressions physiques et sexuelles : « Nous leur offrons de l'information pour les sensibiliser au problème des violences basées sur le genre. De plus, nous aidons les femmes victimes de telles violences à accéder à des services de soutien et de conseil. Nous utilisons la radio communautaire afin que les femmes comprennent ce que sont les violences basées sur le genre et leur enseigner comment elles peuvent se protéger contre le viol [...], nous formons les chefs religieux traditionnels sur les dangers des mariages forcés et précoces, et nous collaborons avec eux afin d'éradiquer ensemble ces pratiques. »

L'organisation d'Aeisatu mène un projet de sensibilisation à la participation politique des femmes, actuellement mis en œuvre dans quatre communautés de la région d'Adamawa. L'initiative est financée par le programme Le Sud aux rênes du leadership du Fonds AYNI du FIMI, et touche environ cinq mille Femmes autochtones qui comprennent désormais l'importance de voter et qui sont conscientes qu'elles ont le droit de s'inscrire pour élire leurs dirigeants et même pour se présenter aux élections. L'organisation envisage d'accompagner une vingtaine de femmes mbororos pour qu'elles deviennent conseillères ou membres du parlement lors des prochaines élections.



Aeisatu a fréquenté l'École internationale du FIMI en 2015. Son organisation est partenaire du programme Le Sud aux rênes du leadership du Fonds des Femmes autochtones AYNI. Elle a participé aux réunions « Relations et Apprentissages » ainsi qu'aux réunions préparatoires de la deuxième Conférence mondiale des Femmes autochtones de 2021. « [...] J'ai postulé à l'École internationale de leadership et j'ai été sélectionnée. J'ai suivi un cours en ligne sur les droits internationaux de la personne et les droits des femmes et sur les compétences de plaidoyer sur la scène internationale. J'ai eu la chance d'être invitée à New York pour rencontrer des femmes de différents pays [...]. »

Lors de son passage à l'École internationale, Aeisatu a élaboré un projet de sensibilisation aux dangers des mariages précoces et forcés qui ciblait les leaders traditionnels et religieux. De retour dans sa communauté, elle a réussi à le mettre en œuvre avec succès : « J'ai eu l'occasion de mobiliser ces leaders traditionnels et religieux [...] Nous avons établi un bon réseau, et nous pensons qu'ensemble nous pourrions prendre des mesures concrètes

pour mettre fin aux mariages précoces forcés dans notre communauté. » Le soutien reçu du FIMI s'est avéré utile à bien des égards : gestion du changement individuel et collectif, coordination de réseaux régionaux de Femmes autochtones, et la motivation de trouver d'autres sources de financement pour les projets.

Aeisatu voit avec espoir la deuxième Conférence mondiale : « Nous espérons que les besoins particuliers des Femmes autochtones apparaîtront dans le document, tout comme les enjeux des violences basées sur le genre, de l'accès aux services publics et de la participation politique ». Elle emploie toute son énergie à transformer l'espoir en réalité.

Alice Lesepen
(Kenya)

« Un monde sans femmes n'est pas un monde [...] sans femmes, les hommes ne peuvent rien faire »

Il y a cinquante ans, naissait au Kenya une fille qui aurait pu ne jamais naître. Certains disent que c'était le destin, d'autres que c'était la volonté de Dieu. Ce qui ne peut être nié, c'est l'identité de la personne qui a donné vie à Alice. Elle est le résultat de ce que les gens appellent un « miracle ». Son nom autochtone, Khoboso, signifie soulagement de la tristesse : « [...] ma mère a fait plusieurs fausses couches avant d'accoucher de moi, j'ai donc été l'un des premiers bébés à survivre ». Son esprit de guerrière s'est battu pour arriver sur terre. Elle est née dans le village de Rendille, dans le comté de Marsabit à Logologo, à quelques heures de la frontière avec l'Éthiopie.

La rébellion d'Alice contre le machisme et le patriarcat a commencé en 2002, lorsqu'elle a obtenu son diplôme universitaire. À cette époque, elle a pris conscience que les femmes de sa communauté n'étaient pas libres et qu'elles avaient très peu d'opportunités de croissance : « Les

filles ne peuvent pas aller à l'école et sont échangées contre des dots. Les femmes n'ont pas de voix. » Elle a donc décidé de faire quelque chose à ce sujet. Elle travaille maintenant sur les droits des femmes, l'atténuation des changements climatiques, des actions contre les mutilations génitales féminines et des programmes de leadership, d'agriculture et de jardinage, entre autres. Elle a été inspirée par d'autres pionnières, comme Lucy Mullenkei, cofondatrice du Réseau des Femmes autochtones pour la biodiversité et coordinatrice de la région Afrique du Forum mondial sur la biodiversité. Elle a également été influencée par Wangaru Magari, la première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix, en 2004, pour ses contributions au développement durable, à la démocratie et à la paix.

Grâce à ses activités, elle a aidé les femmes de sa communauté à devenir plus indépendantes et à se sentir autonomes, à devenir propriétaires d'entreprises et à encourager leurs filles à fréquenter l'école.

Le FIMI est l'une des organisations internationales qui ont aidé à renforcer le leadership d'Alice. Elle a suivi deux des programmes de formation du FIMI : l'un lié au programme de Participation politique et plaidoyer, et l'autre au Fonds des Femmes autochtones AYNI. Elle valorise ces espaces, car les gens y « comprennent que nous vivons toutes des problèmes similaires à travers le monde. Ils nous permettent d'échanger avec des femmes de différentes régions [...], nous découvrons des pratiques exemplaires, que nous ramenons chez nous pour essayer de les mettre en œuvre. » Elle a partagé tout ce qu'elle a appris avec les femmes de sa communauté, leur expliquant comment, dans d'autres régions, d'autres femmes font face à des problèmes similaires aux leurs.

Mais quand il est question de briser des règles qui semblent coulées dans le béton, le parcours est tout sauf facile. Alice fait face à de nombreux défis : sa communauté est grande et la mobilité y est limitée; l'analphabétisme des femmes est un obstacle à la tenue de réunions et à la formation; la plupart d'entre elles ne connaissent pas leurs droits, et le machisme freine l'émergence d'un nouveau leadership féminin. De plus, il

ya un manque important de ressources économiques, et les catastrophes naturelles ne font qu'empirer les choses. Mais Alice a un objectif : « mon rêve est de vivre dans une société où les femmes sont libres et peuvent résoudre leurs problèmes par elles-mêmes, et que cela se répète partout dans le monde ».

Tania Edith Pariona Tarqui

(Pérou)

« [...] nous devons construire cette ère pour qu'elle soit l'ère des Peuples autochtones [...], où les Femmes autochtones seront considérées comme égales aux hommes, où nous aurons accès à toutes les opportunités et à tous les mécanismes de prise de décision »

Tania Pariona est née dans le district de Cayara, au Pérou. Femme quechua, elle est née en 1984, à une époque où le groupe Sentier lumineux était en pleine activité. Elle avait quatre ans lorsqu'elle et sa famille ont dû se démener pour leur survie : « Mes parents ont été forcés à quitter le district de Cayara [...]. Ils ont fui les violences, tout comme des centaines d'autres familles rurales. » Aujourd'hui âgée de 36 ans, elle milite pour les droits des Peuples autochtones, en particulier pour les femmes et les jeunes. Elle porte souvent sa tenue traditionnelle avec un chapeau Cayarino noir, symbole de la résistance autochtone.

Elle a commencé à œuvrer pour les droits individuels et collectifs dès un très jeune âge : « J'avais 15 ans lors de ma première expérience de représentation sur la scène internationale, au Sommet mondial pour les enfants des Nations Unies, à New York. J'y ai élevé ma voix pour parler des sentiments et des propositions des enfants de mon pays, en particulier des enfants de ma réalité andine. »

Plus tard, elle a étudié en travail social et développement humain. En 2010, avec d'autres femmes, elle a fondé l'Organisation des femmes andines et amazoniennes du Pérou (ONAMIAP) et a été la première secrétaire jeunesse. En 2013, elle intégrait et dirigeait le Réseau des organisations de Jeunes autochtones du Pérou (REOJIP). Mais elle a aussi gagné une place vraiment inattendue pour les Femmes autochtones : une place dans la sphère publique. En 2016, elle a été élue au Congrès comme membre du parti « Frente Amplio por Justicia, Vida y Libertad », au pouvoir jusqu'en 2019 : « Au cours de nos trois années de travaux parlementaires, nous avons présenté 50 projets de loi aux différentes commissions et 13 lois [...]. Nous avons été le troisième parti ayant adopté le plus de lois. »



Elle dispose de trois espaces d'apprentissage : la sphère universitaire, la communauté et les différentes organisations autochtones (CHIRAPAQ, ECMIA et FIMI). Elle a fait partie du groupe de femmes formées en Participation politique par le FIMI : « Le FIMI est un réseau international qui permet de faire le pont entre les expériences locales, nationales et même régionales des différentes régions du monde. L'interaction avec des femmes du monde entier et de cultures différentes nous a permis de renforcer notre pouvoir, nous a insufflé la force nécessaire pour transformer nos territoires. [...] Au cours de ses 20 années de travail, le FIMI nous a

offert la possibilité et l'espace pour faire des dénonciations, émettre des propositions, mener des activités de plaidoyer et renforcer les capacités des nouvelles générations à travers des formations [...]. Le FIMI a renforcé le pouvoir des femmes de manière tangible, efficace et transformatrice. »

Malgré les violences qu'elle a subies, Tania aime l'endroit d'où elle vient et est fière d'être une jeune fille quechua, avec des parents et grands-parents d'origine et de culture andine.

Tout sur nous, avec nous



« L'histoire nous présente comme des sauvages. Mais nous ne faisons vraiment que défendre nos droits »

Tarcila Rivera Zea

En guise de conclusion, après l'histoire que nous avons partagée des 20 ans du FIMI, nous pouvons réaffirmer que nous avons beaucoup accompli, mais que nous avons encore un long chemin à parcourir.

Personne n'est mieux placé que nos grands-mères pour nous enseigner les cycles de la vie. Profondément connectées à la Terre-Mère, elles nous enseignent patiemment que semer, c'est bien plus que simplement mettre une graine en terre. C'est aussi apprendre à observer les jours et les nuits, le rythme des eaux et des vents; c'est reconnaître l'interdépendance de tous les êtres dans une relation réciproque et respectueuse, afin de partager les fruits de la vie en communauté.

Grâce à leur sagesse et à la force qui nous unit comme un seul et même tissu, nous fêtons nos vingt ans avec ce livre : FIMI : 20 ans d'efforts collectifs. C'est un chemin que nous avons tracé comme fondation pour notre croissance, en nous appuyant sur la confiance acquise par les leçons apprises et les réalisations à venir pour les prochaines années. L'ampleur du défi n'a d'égal que la force de notre rêve : un monde sans violences, où toutes les Filles et les Femmes autochtones peuvent participer de manière égale au développement de leurs communautés et à la réalisation de leurs propres rêves.

Au cours de ces 20 dernières années, la force collective dont fait partie le Forum international des Femmes autochtones nous a permis de tracer un parcours stratégique clair pour la défense de nos droits individuels et collectifs dans l'arène politique. Tout d'abord, nous nous retrouvons pour convenir des programmes et coordonner les objectifs. Ensuite, nous renforçons nos compétences et notre leadership. Enfin, nous affirmons notre participation aux processus décisionnels internationaux, de manière à assurer l'intégration de nos points de vue dans tous les débats concernant nos droits.

Pas à pas, le FIMI s'est positionné comme un leader international, faisant la promotion des perspectives et des priorités des Femmes autochtones. Nos alliances au sein du système des Nations Unies se sont multipliées et nous nous efforçons constamment de dialoguer avec les gouvernements. Le FIMI possède maintenant une vaste expérience en matière d'élaboration de stratégies de plaidoyer et de renforcement des capacités.

Au fil des ans, le FIMI a établi des relations de confiance avec les bailleurs de fonds grâce à ses politiques de transparence et de responsabilité. Parallèlement à l'expansion du FIMI comme institution, de plus en plus d'agences de financement soutiennent le co-investissement interculturel pour l'égalité des genres à travers le Fonds des Femmes autochtones AYNI.

Le système efficace de suivi et d'évaluation des réalisations et des tâches en attente de nos programmes (Participation politique et plaidoyer, École internationale de leadership des Femmes autochtones, Recherche et enjeux d'importance sur la vie des Femmes autochtones, Fonds des Femmes autochtones) est une garantie que les ressources sont bien investies dans les communautés autochtones.

Nous tenons à souligner qu'en investissant dans une Femme autochtone, c'est toute une communauté qu'on renforce, pour sept générations. Ces mécanismes ne sont pas seulement liés à la gestion interne de l'organisation, mais comprennent également des évaluations et des suivis menés par les Femmes autochtones leaders des différents réseaux partenaires. Cela leur permet d'être les véritables protagonistes de leurs projets.

Ces mécanismes menés par les Femmes autochtones elles-mêmes ont déjà généré des changements dans les sept régions socioculturelles du monde, comme nous l'avons vu dans le chapitre « Histoires de changement ». Cependant, il est important de ne pas relâcher nos efforts, car nous ne sommes pas tout ce que nous affichons être, mais nous n'affichons pas non plus tout ce que nous sommes vraiment.

Il reste encore un long chemin à parcourir pour que les Peuples autochtones arrivent à exercer pleinement leurs droits comme stipulés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Nous continuons donc à faire entendre collectivement notre voix dans le monde, afin qu'aujourd'hui et pour l'avenir, tout ce qui nous concerne soit mené avec nous.



ÍNDICE

PRESENTACIÓN
5

INTRODUCCIÓN
8

El camino
recorrido del Foro
Internacional de
Mujeres Indígenas
12

Huellas
de Mujeres
Indígenas
35

Todo sobre
nosotras,
con nosotras
59

INDEX

PRESENTATION
65

INTRODUCTION
68

The journey of
the International
Indigenous
Women's Forum
72

In the Footprints
of Indigenous
Women
94

All about us,
with us
118

INDICE

PRÉSENTATION
125

INTRODUCTION
128

Le parcours du
Forum international
des Femmes
autochtones
132

Sur les traces
des Femmes
autochtones
158

Tout sur nous,
avec nous
185

